

Kershaw: le projet Trudeau ne passera pas comme lettre à la poste à Londres



Le ministre québécois Claude Charron et le président du comité des Affaires étrangères du Parlement britannique, sir Anthony Kershaw, écoutent la réplique du ministre canadien des Affaires étrangères du Canada, M. Mark MacGuigan.

■ EDMONTON (d'après CP) — Le projet de rapatriement de la constitution canadienne ne passera pas comme lettre à la poste à Westminster et le débat au Parlement britannique pourrait être assez «sanglant», a déclaré hier sir Anthony Kershaw à Edmonton.

Sir Anthony, président du prestigieux comité des affaires extérieures de la Chambre des Communes britanniques, a ajouté que le ressentiment de ses collègues députés ne cessait de croître devant l'approche adoptée par Ottawa.

«Je ne crois pas que le débat sera court et qu'il pourra se dérouler sans incident», a dit Kershaw. «Je crains même des incidents sérieux. J'espère seulement que cela n'entraînera pas une détérioration des relations entre le Canada et la Grande-Bretagne», a-t-il ajouté.

Le député britannique avait été invité hier à prendre la parole à l'occasion d'une conférence d'un jour sur la constitution organisée par la Chambre de commerce d'Edmonton. Il devait rentrer à Londres après la conférence. Selon lui, le comité qu'il préside n'a pas trouvé de précédent lui permettant de croire qu'une mesure constitutionnelle à laquelle six provinces s'opposent pouvait être adoptée par le Parlement. Il doute même que le Parlement britannique puisse approuver un tel projet aux termes mêmes de la constitution. Il croit que la Grande-Bretagne devrait attendre que la demande du Canada lui soit présentée sous une forme appropriée.

«Par forme appropriée, dit-il, je veux dire une forme approuvée par une majorité de provinces, sinon par toutes.»

Pour sa part, le ministre des Affaires étrangères du Canada, M. Mark MacGuigan, considère

que Westminster doit accepter la demande du Canada sans tenir compte du contenu de la demande.

«Le Parlement britannique voudrait-il remplacer le Parlement du Canada comme gardien des intérêts fédéraux canadiens? a-t-il demandé. Le Parlement canadien doit rendre compte de ses actes devant le peuple canadien, pas devant le Parlement britannique, a-t-il ajouté. La réplique de M. MacGuigan a été fort mal accueillie par les participants à la conférence.

Selon le ministre canadien, la garde de la constitution canadienne par le gouvernement de Grande-Bretagne est un anachronisme. «Je constate, dit-il, que cet anachronisme gêne certains parlementaires britanniques. À ces parlementaires, je dis qu'on ne résoud pas un problème de la Grande-Bretagne et du Canada en en faisant un problème entre la Grande-Bretagne et le Canada.»

Plus tard, au cours d'une conférence de presse, sir Anthony a déclaré que les choses n'étaient pas aussi simples que M. MacGuigan le laissait entendre. Quand on lui a demandé si le projet de M. Trudeau allait être adopté par le Parlement britannique, il a répondu qu'il ne pouvait pas, honnêtement, dire qu'il le serait.

Le député britannique a également fait remarquer que même si le projet était adopté par les Communes, il ne le serait pas nécessairement par la Chambre des lords. «Les lords sont un groupe d'hommes passablement indisciplinés», a-t-il dit en souriant. Selon lui, il est peu probable que le premier ministre Thatcher oblige les députés à suivre la ligne de leur parti pour faire passer le projet canadien.

Trudeau et Broadbent répètent leurs avertissements à Londres

■ OTTAWA — Le malaise dans les relations Ottawa-Londres provoqué par le dossier constitution a occupé hier encore une bonne partie des débats aux Communes, le premier ministre Trudeau refusant de spéculer

Trudeau et McGuigan ont toujours prétendu, jusqu'à tout récemment, que Londres n'avait pas manifesté de telles réserves face au projet canadien.

Interrogé à ce sujet hier le premier ministre a rétorqué qu'il ne commentait jamais les fuites de documents. Le leader néo-démocrate, M. Ed Broadbent, qui a lié son parti avec le gouvernement en cette matière, a demandé au premier ministre Trudeau d'établir clairement de décider si le Canada peut se doter d'une charte des droits. Ce à quoi M. Trudeau a acquiescé avec plaisir, en ajoutant qu'il revient au peuple canadien et non aux parlementaires britanniques de décider si le gouvernement du Canada a agi sagement.

Appelé à commenter les déclarations du haut-commissaire britannique à Ottawa, sir John Ford, M. Trudeau a déclaré qu'il désire savoir si M. Ford parlait en son nom personnel ou au nom de son gouvernement en informant deux députés néo-démocrates des difficultés auxquelles pouvait s'attendre le Canada à Londres avec son projet de résolution.

GILBERT LAVOIE
(de notre bureau de d'Ottawa)

sur la reprise des négociations avec les provinces et sur les fuites de documents qui contredisent ses déclarations antérieures sur l'attitude présumée du gouvernement britannique dans ce dossier.

Encore hier, le quotidien Globe and Mail de Toronto a publié les minutes de la discussion qu'a eue le ministre des Affaires extérieures du Canada, M. Mark MacGuigan, avec le leader en Chambre du gouvernement britannique, M. Norman St. John-Stevas, le 10 novembre indique à Londres. Le document indique sans ambiguïté, que Londres avait averti alors le Canada des difficultés que pourrait créer le projet de résolution, constitutionnel à Westminster. MM.

Yurko votera du côté de Trudeau

■ OTTAWA — Les conservateurs, qui avaient présenté un front uni jusqu'à maintenant dans leur opposition au projet constitutionnel du gouvernement Trudeau, ont connu hier une première défection. Le député d'Edmonton-Est, M. Bill Yurko,

qui a traité la répartition des pouvoirs, pourront être négociés par la suite. Il a expliqué que sa prise de position lui était dictée par sa conscience: «Si je ne le faisais pas, je ne serais pas en paix avec ma conscience pour le reste de mes jours».

M. Yurko a déclaré par la suite qu'un échec dans la tentative actuelle de rapatrier la constitution créera des problèmes encore plus graves au pays. «Nous donnerons une arme puissante au premier ministre du Québec, M. René Lévesque, si nous échouons», a-t-il ajouté.

Pas de sanctions

M. Clark n'était pas aux Communes hier, mais le whip du parti, M. Bill Kempling, a déclaré qu'il n'était pas question de prendre des sanctions contre le député Yurko à la suite de cette affaire.

M. Yurko, incidemment, est l'un des députés conservateurs susceptible de demander une révision du leadership de M. Joe Clark au congrès de février. Il ne s'est pas prononcé clairement sur le sujet, mais il a fait plusieurs allusions qui ne laissent planer aucun doute sur ses intentions.

GILBERT LAVOIE
(de notre bureau de d'Ottawa)

qui avait présenté une motion le printemps dernier demandant le rapatriement de la constitution, a annoncé hier qu'il appuiera le projet libéral lors de son retour devant la Chambre des Communes.

M. Yurko, qui n'est pas dans les meilleurs termes avec son chef Joe Clark, avait prévenu ses collègues de ses intentions lors de la réunion du caucus mercredi. On l'avait alors prié de ne pas ébruiter sa décision avant le vote aux Communes, mais il n'a pas obtempéré à cette demande, distribuant hier une copie d'une lettre expédiée la veille à M. Joe Clark.

Il y explique que la constitution doit être rapatriée maintenant, et que les concessions réclamées par les provinces, en ce



Le premier ministre Trudeau a sommé hier le gouvernement Thatcher de définir clairement sa position.

Seulement six premiers ministres seront à Montréal

■ QUÉBEC (PC) Il n'y aura pas de septième province lundi à Montréal à la rencontre des premiers ministres des provinces opposées au plan constitutionnel du premier ministre canadien Pierre Elliott Trudeau.

C'est ce qu'a confirmé hier après-midi à Québec le ministre québécois des Affaires intergouvernementales, M. Claude Morin.

M. Morin a expliqué que les rumeurs concernant la venue d'une septième province dans le clan des opposants au plan Trudeau ont été alimentées par le fait que la Saskatchewan devait prendre une décision définitive sur le sujet à la suite du dépôt du rapport du comité mixte des Communes et du Sénat canadiens sur le projet fédéral de

rapatriement constitutionnel.

Or le comité, qui devait remettre son rapport hier, s'est donné une semaine de répit de sorte que ses conclusions ne seront connues que vendredi le 13 février.

Ce n'est donc qu'à ce moment qu'on connaîtra la position définitive de cette province.

Le ministre Morin a indiqué qu'il devenait de plus en plus certain que le premier ministre de la Saskatchewan, M. Allan Blakeney, retirerait son appui au premier ministre Trudeau pour se joindre aux six autres provinces contestatrices.

Ces six provinces sont le Québec, la Colombie-Britannique, l'Alberta, le Manitoba, Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard.

Un débat qui s'annonce houleux aux Communes

■ OTTAWA — Le comité mixte du Sénat et de la Chambre des Communes sur la constitution a terminé hier l'étude article par article du projet gouvernemental amendant l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

GILLES PAQUIN
(de notre bureau d'Ottawa)

A compter de lundi, les parlementaires s'engageront dans la rédaction du rapport final du comité pour remettre le tout au gouvernement le 13 février prochain. Quelques jours plus tard s'ouvrira aux Communes ce qui promet d'être un long et houleux débat sur cette initiative controversée.

Dans une ultime tentative pour éviter l'affrontement qui se prépare avec le parlement britannique et dénouer la crise constitutionnelle suscitée par le geste unilatéral d'Ottawa au Canada même, l'opposition officielle a proposé hier de scinder le projet du gouvernement.

La proposition conservatrice, battue en brèche par les ministériels, visait à effectuer un rapatriement accompagné d'une formule d'amandement (celle de Vancouver), exigeant le consentement de huit des dix provinces et de 80 pour cent de la population.

Pour le défenseur de cette proposition, le sénateur Arthur Tremblay, il est plus conforme à l'esprit du système fédéral de rapatrier la constitution pour ensuite adopter la charte des droits au Canada avec le consentement des provinces.

Le projet gouvernemental «utilise le lien colonial» pour demander au Parlement de Westminster des changements substantiels à notre constitution, a dit M. Tremblay. Les modifications du gouvernement affectent le régime fédératif dans son essence même; elles affectent les pouvoirs des deux ordres de gouvernement et en modifient le partage. L'équilibre entre ces deux ordres s'en trouve touché et cela constitue, dans certains cas une rupture qui incertain «une

prépondérance inéluctable» d'un ordre sur l'autre.

Inflexibles, les députés et sénateurs de la majorité ont rejeté sans hésitation ce compromis qui, selon les mots de M. Tremblay, épargnait aux uns et aux autres «l'humiliation de faire d'une puissance étrangère l'arbitre de nos délibérations et de nos conflits internes».

Finir le travail

Nous devons finir notre travail, a dit le ministre de la Justice Jean Chrétien, nous avons créé des attentes et ne pouvons les décevoir.

Les bruits et rumeurs au sujet des difficultés qui attendent le projet constitutionnel à Londres ne feront pas dévier le gouvernement fédéral de sa course, a expliqué M. Chrétien. Le gouvernement ne veut pas «faire de politique» sur le dos des handicapés, des autochtones et des anglophones au Québec, a-t-il ajouté.

En dépit du mécontentement des minorités francophones, particulièrement celle de l'Ontario qui réclamait que l'on impose le bilinguisme à sa province, M. Chrétien s'est dit le défenseur des minorités. La reconnaissance du droit à l'enseignement élémentaire dans leur langue est la réponse à leur demande, a-t-il soutenu.

La veille, le comité avait disposé de l'amendement du Nouveau parti démocratique sur les richesses naturelles. Cet article du projet gouvernemental, fruit de l'entente entre le chef du NPD Ed Broadbent et le premier ministre Trudeau, a été endossé par les libéraux soucieux de se garder au moins quelques alliés dans l'Ouest canadien.

L'amendement néo-démocrate reconnaît aux provinces le droit exclusif de légiférer en matière d'explorations, de mise en valeur et de commercialisation des richesses naturelles au Canada. Il n'accorde pas de droit de regard sur le commerce international aux provinces, toutefois, et c'est précisément ce que réclamait le gouvernement de la Saskatchewan comme condition de son appui au gouvernement Trudeau.

WASHINGTON RASSURE LES EUROPÉENS

Trudeau: pas de bombe à neutrons en sol canadien

d'après UPI, PC, AFP, Reuter

Tandis que les Etats-Unis s'efforçaient de rassurer leurs alliés européens sur le déploiement éventuel de la bombe à neutrons en Europe, le premier ministre Pierre Trudeau déclarait à Ottawa que le Canada est opposé à l'utilisation et au déploiement sur son sol de la bombe à neutrons, mais qu'il appartenait aux Européens de décider de la position qu'ils adopteraient à ce sujet.

M. Trudeau a apporté ces précisions dans une déclaration aux Communes, en réponse à une question du député néo-démocrate Pauline Jewett, de Vancouver, qui demandait que le gouvernement d'Ottawa se prononce contre la suggestion émise plus tôt cette semaine par le secrétaire américain à la Défense

en faveur du déploiement de la bombe à neutrons en Europe.

M. Trudeau a rappelé que le Canada était et resterait opposé à la présence d'armes nucléaires sur son territoire, ajoutant: «la bombe à neutrons est une arme nucléaire. C'est aux pays concernés de décider quelle attitude adopter à son égard».

Le premier ministre a ajouté: «Nous appartenons à une alliance qui comprend les Etats-Unis et qui repose largement sur les Etats-Unis et la dissuasion nucléaire fait partie de la puissance de cette alliance. Nous n'avons jamais condamné les Etats-Unis parce qu'ils possèdent des armes nucléaires aussi longtemps que les pays du Pacte de Varsovie en ont également.»

Et M. Trudeau d'ajouter: «Si les gouvernements européens désirent avoir la bombe (à neu-

trons) dans leur arsenal de défense, c'est à eux de décider».

Cependant, le gouvernement américain, surpris par la rapidité et le ton critique des réactions en Europe à la suite des déclarations de M. Caspar Weinberger, s'efforce de minimiser la portée de ces remarques.

Le département d'Etat a tenu à souligner que les USA n'avaient encore pris aucune décision concernant la bombe à neutrons et qu'aucune décision ne serait prise à ce sujet sans consultations préalables des pays alliés.

Avec l'accord du secrétaire d'Etat Alexander Haig, un message a été adressé aux gouvernements des pays alliés pour les informer de la teneur exacte des déclarations de M. Weinberger. Le chef du Pentagone avait dé-

claré qu'il était favorable au réexamen de la question de la bombe à neutrons et avait critiqué la décision du président Carter de renoncer à son déploiement en 1978.

Le département d'Etat a toutefois démenti qu'un désaccord ait surgi avec le Pentagone à propos de la production de cette bombe. Le porte-parole du département a qualifié de «fausses» des informations publiées hier par le New York Times selon lesquelles M. Haig aurait conseillé aux alliés européens de ne pas tenir compte des remarques de M. Weinberger. Le message envoyé par le département d'Etat aux ambassades des USA en Europe ne contenait que le texte intégral des remarques du chef du Pentagone, a dit M. William Dyess.



téléphoto PA

Le président Reagan a reçu hier un énorme gâteau d'anniversaire à l'occasion de ses 70 ans. Il lui a été offert par les leaders démocrates et républicains du Congrès. Mme Reagan a organisé pour la soirée une réception à la Maison-Blanche à laquelle sont venus plusieurs amis californiens.



téléphoto UPI

Le chancelier Helmut Schmidt et le président Giscard d'Estaing donnent une conférence de presse à l'issue du sommet tenu à Paris.

SOMMET FRANCO-ALLEMAND

Trois exigences pour sauvegarder la paix

PARIS (AFP) — La France et la RFA sont décidées à s'opposer «par une action commune et résolue» aux facteurs de déstabilisation dans le monde, en «coopérant dans un esprit de confiance avec le nouveau gouvernement américain».

La déclaration commune adoptée par les deux gouvernements à l'issue de la 37e rencontre au sommet, organisée dans le cadre du traité d'amitié et de coopération de 1963, mentionne trois «exigences» dont dépendent «la stabilisation des relations Est-Ouest et le maintien de la paix»:

1) Exigence de l'équilibre dans la sécurité, qui exclut «aussi bien l'acceptation d'une situation de faiblesse que la recherche d'une supériorité militaire». On retrouve ici une insistance allemande à ne pas compromettre les chances, déjà suffisamment malmenées, de l'«Ostpolitik» par une relance de la course aux armements, notamment stratégiques. Paralle-

lement, les deux pays vont œuvrer «en faveur d'une conférence sur le désarmement en Europe», d'inspiration française.

2) Exigence de «modération des comportements politiques». L'euphémisme signifie notamment «qu'il est essentiel, dit la déclaration commune, que la Pologne puisse résoudre ses graves problèmes elle-même, d'une manière pacifique et sans ingérence extérieure».

3) Enfin, exigence d'égalité «Dans la responsabilité face aux grands problèmes économiques et sociaux du monde, ce qui veut dire en clair qu'en matière économique «tous les Etats du monde, quel que soit leur régime», doivent prendre leur juste part dans l'établissement d'un nouvel ordre international».

Les deux gouvernements ont donné un brillant satisfecit au système monétaire de la CEE (SME), dont ils ont souligné «le bilan exceptionnellement favorable, dans un ensemble international particulièrement instable».

Cette politique de stabilité sera poursuivie.

La nécessité d'un accord européen sur la pêche a été réaffirmée par le président Giscard d'Estaing. Il interviendra avec le chancelier Schmidt auprès du premier ministre britannique pour que ce problème «important» soit réglé dans les meilleurs délais.

Enfin, en matière culturelle, une déclaration commune a été adoptée par les deux gouvernements.

Le président Giscard d'Estaing a déclaré à la presse que la 37e rencontre au sommet «faisait apparaître une entente parfaite et sans faille entre les deux pays».

La réunion, estiment les observateurs diplomatiques, a prouvé une fois encore qu'avec son système de coopération multiforme, le traité franco-allemand de 1963 demeure un élément moteur de la construction européenne, et une pièce essentielle dans la mise au point d'une politique commune.

Des manifestants de gauche dispersés par la force en Iran

TEHERAN. (Reuter, AFP) — De violents affrontements se sont produits hier à Téhéran alors que des intégristes musulmans ont ouvert le feu pour disperser la première manifestation des «fédayin du peuple», organisation marxiste-léniniste, depuis huit mois dans la capitale iranienne.

Plusieurs dizaines de fédayin ont été arrêtés et au moins 40 personnes ont été blessées, la plupart ayant été atteintes par balles ou par des coups de couteau. Les gardiens de la révolution ont fait usage de grenades lacrymogènes et ont tiré des

coups de feu en l'air pour disperser quelque 5.000 fédayin qui tentaient de se rassembler pour démontrer leur force.

Les fédayin avaient défié les consignes du gouvernement, qui avait interdit les manifestations, en se rassemblant sur les deux principales places de la capitale. Certains d'entre eux portaient des pancartes protestant contre l'aggravation du chômage ou dénonçant l'accord américano-iranien sur la libération des otages.

Cette manifestation était la première d'importance depuis l'entrée en vigueur de l'interdic-

tion, en décembre 1980, des manifestations sans autorisation. Elle avait encore été interdite par le gouvernement la veille.

Les fédayin, comme le parti communiste Toudéh, ont été interdits dans certaines régions, mais n'ont jamais été mis hors la loi à Téhéran. Leur force est mal connue, mais il y a un peu plus d'un an ils avaient été en mesure d'organiser une manifestation réunissant 50.000 militants et sympathisants.

Par ailleurs, le premier ministre Ali Radjai a réaffirmé hier son opposition à toute négociation pour mettre fin au conflit du

Pologne: victoire des partisans du dialogue

GRÂCE À LA MÉDIATION DE L'ÉGLISE

d'après UPI, PA, AFP

Avec la décision des travailleurs de la région de Bielsko-Biala, en grève depuis onze jours, d'accepter de reprendre, hier, le travail après que le gouvernement polonais eut accepté de remplacer certains responsables de l'administration locale, les partisans du dialogue pour dénouer la crise polonaise ont marqué un point capital, à trois jours de l'ouverture du huitième plenum du Comité central.

Fait sans précédent et plein de signification, un représentant de l'Épiscopat, l'évêque Bronislaw Babrowski, a assisté aux négociations qui avaient repris dans le courant de la nuit après 24 heures de forte tension. Vis-à-vis des ouvriers, il s'est porté garant, au nom du pape de Pologne, le cardinal Stefan Wyszyński, de la réalisation de l'accord conclu.

Cette initiative extraordinaire, estiment les observateurs, ne peut pas avoir été prise autrement qu'à l'invitation du gouvernement et l'Église a dû «monnayer» son concours. Le gouvernement polonais est donc parvenu à redresser, in extremis, une situation qui semblait lui échapper de plus en plus.

Il l'a fait au prix de concessions qui ont toutes l'apparence d'un désaveu infligé aux partisans d'une ligne de fermeté à l'égard de «Solidarité», au premier rang desquels M. Stefan Olszowski, membre du Bureau politique et secrétaire du Comité central, qui avait condamné sans rémission les revendications du syndicat visant des responsables locaux de l'administration.

Au terme de cet accord conclu après dix jours de grève générale dans l'ensemble de la Voïvodie (département), le syndicat obtient la révocation du Voïvode (préfet) de l'endroit et ses trois adjoints, ainsi que celle du maire de la ville et de son adjoint. D'autres responsables de l'administration à un niveau inférieur feront l'objet de sanctions.

En outre, il a été convenu qu'en l'occurrence, le décret gouvernemental du 2 février, paru mercredi au Journal Officiel, et qui prévoit une réduction de salaire de 50 p. cent en cas de grève, ne s'appliquera pas: les grévistes seront normalement rémunérés pour les dix jours pendant lesquels ils n'ont pas travaillé.

L'accord de Bielsko-Biala, souligne le communiqué commun publié à l'issue des négociations, «désamorce la tension» qui s'était installée dans la région et qui se faisait sentir dans l'ensemble du pays. Il est toutefois sans influence directe sur les autres conflits qui persistent

dans d'autres régions de Pologne.

En effet, à Jelenia Gora (sud-ouest) où les négociations entre le gouvernement et «Solidarité» sur la révocation d'une trentaine de fonctionnaires accusés de malversations avaient également été rompues mercredi, le syndicat a annoncé une grève générale à compter de lundi.

De plus, à Rzeszow (sud-est), les pourparlers engagés par le vice-ministre de l'Agriculture avec le comité de grève de «Solidarité Rurale» semblent piétiner. A Lodz (centre), la grève des étudiants se poursuit, mais les conversations avec le ministre de l'Enseignement supérieur se déroulent, selon un porte-parole officiel, dans une «bonne atmosphère».

La tournure des événements, en tout cas, semble renforcer la position du premier secrétaire Stanislaw Kania qui, en faisant table rase des principaux conflits en cours, aurait les mains libres lundi pour imposer un nouveau gouvernement plus conforme à l'idée qu'il se fait du renouveau socialiste de la Pologne, et la ligne de dialogue avec les ouvriers qu'il n'a cessé d'incarner depuis qu'il a pris la succession d'Edward Gidrek, il y a exactement cinq mois.

Par contre, Moscou continue à multiplier les critiques à l'égard de Solidarité et accuse les forces «contre-révolutionnaires» polonaises de s'attaquer de front au pouvoir du peuple et du POUP.

Washington veut couper les livraisons d'armes à la guérilla salvadorienne

d'après AFP, Reuter, PA

Le Département d'Etat a annoncé que Washington «est en train d'adopter toutes les mesures nécessaires» pour couper l'afflux d'armes destinées à la guérilla salvadorienne. Le gouvernement du Nicaragua est «pleinement au courant de la signification de ces mesures» a ajouté, sans autres précisions, le porte-parole du Département d'Etat, M. Bill Dyess.

Si M. Dyess a, par contre, précisé que l'ambassadeur des

Etats-Unis au Nicaragua, M. Laurence Pezulo, se trouve à Washington où il a été convoqué pour des consultations destinées à «passer en revue la situation», il n'a pas élaboré sur la nature des mesures destinées à arrêter les livraisons d'armes à la guérilla.

On sait que dans un article, daté de Washington et publié en première page, le New-York Times a affirmé, hier, que des documents secrets saisis à la guérilla salvadorienne indiquent que Cuba et l'URSS ont accepté d'envoyer au Salvador des tonnes d'armes fabriquées aux Etats-Unis et abandonnées à la fin de la guerre du Vietnam. Le quotidien indique que ces documents, dont il a obtenu une copie, ont été pris à la guérilla par les forces de sécurité salvadoriennes et sont considérés comme authentiques par les services de renseignements des Etats-Unis.

Toujours selon le New York Times, ces documents font état d'une tournée effectuée en 1980 en URSS, au Vietnam, en Ethiopie et dans des pays de l'Europe de l'Est par un important dirigeant de la guérilla salvadorienne qui serait M. Shafik Handal, secrétaire général du Parti communiste salvadorien.

A l'issue de cette tournée, poursuit le New-York Times, la guérilla aurait obtenu l'accord de ces pays pour l'envoi de 60 tonnes d'armes (principalement

des fusils automatiques, des mitrailleuses et des mortiers, ainsi que des grandes quantités de munitions) provenant en grande partie d'arsenaux abandonnés par l'armée des Etats-Unis et par celle du Sud-Vietnam à la fin de la guerre du Vietnam.

De source autorisée américaine, on indique que ces armes transitent par Cuba et le Nicaragua. Un haut-fonctionnaire du Département d'Etat a souligné que les Etats-Unis attendaient du Nicaragua des actions concrètes pour que cesse le transit d'armes sur son territoire. Ce fonctionnaire a ajouté que des demandes en ce sens avaient été faites récemment auprès du gouvernement sandiniste et qu'il était nécessaire de lui «donner du temps» avant d'obtenir une réponse.

Selon des sources bien informées, les secteurs ultra-conservateurs du Congrès des Etats-Unis pressent le gouvernement de M. Reagan d'annuler l'aide de \$75 millions accordée au Nicaragua. On affirme, d'autre part, toujours selon des sources américaines, que des responsables de trois pays latino-américains qui appuient officiellement la junte au pouvoir au Salvador savent que certains groupements de leurs pays aident les rebelles de gauche. Il s'agit du Mexique, du Costa Rica et de Panama.

Démonstration de force du pasteur Paisley en Ulster

d'après AFP, UPI, Reuter

Dans un geste de défi pratique sans précédent de la communauté protestante au gouvernement de Westminster, l'armée privée du pasteur Ian Paisley a fait, hier, une entrée spectaculaire et ouvertement menaçante sur la scène politique d'Irlande du Nord. Le chef protestant a, en effet, fait défiler dans la nuit de jeudi à vendredi une formation militaire de 500 hommes sur une colline de la province afin de démontrer sa puissance et sa détermination à résister à toute tentative de réunification de l'Irlande.

Cette manifestation de force a eu lieu quelques heures après que l'Ira-provisoire eut annoncé, dans un communiqué publié à Dublin, qu'elle voulait «la paix et que la guerre pourrait se terminer très rapidement si le gouvernement britannique reconnaissait à la nation irlandaise le droit démocratique à l'autodétermination». L'organisation républicaine a précisé qu'elle demandait à Londres «d'annoncer le retrait britannique de l'Irlande et l'amnistie pour tous les prisonniers politiques».

M. Paisley, avec un sens aigu de la publicité et de la mise en scène, a présenté,

hier, à l'aube, à la presse, dans les montagnes boisées proches de sa ville natale de Ballymena (comté d'Antrim), les premiers 500 militants en uniformes de cette milice, chargée de préserver par tous les moyens «l'héritage du peuple protestant d'Ulster».

Il a accusé le premier ministre britannique, Mme Margaret Thatcher, d'avoir passé avec Dublin des accords contraires aux intérêts des «loyalistes» nord-irlandais. Il a déclaré que la formation de sa milice avait été provoquée par le «danger imminent» dans lequel se trouverait la communauté protestante de voir l'Irlande du Sud (Eire) s'immiscer dans les affaires de l'Ulster.

Le révérend Paisley a aussi affirmé que les 500 hommes participant à cette parade militaire ne forment «qu'une très petite partie» des forces dont il dispose. Ces militants n'étaient pas armés, mais ils brandissaient chacun un permis de port d'armes pour dissiper toute équivoque quant à leurs moyens militaires et leur détermination de recourir à la force le cas échéant. Le révérend Paisley a démontré ainsi que la logistique ne lui fait pas défaut et sa parade nocturne a provoqué une intense émo-

tion en Ulster et dans les milieux politiques britanniques.

La plupart des hommes politiques d'Ulster ont condamné, en effet, l'initiative de M. Paisley, de même qu'un groupe de députés à la Chambre des communes qui entendent interroger le gouvernement

britannique sur les mesures qu'il a l'intention de prendre contre l'émergence de cette milice. Ils ont fait valoir que M. Paisley pouvait être poursuivi pour incitation au terrorisme.

Toutefois les observateurs se demandent comment un groupe de 500 hommes en

uniforme a pu passer inaperçu dans une province constamment patrouillée par l'armée et la police. C'est pourquoi, certains milieux estiment que «l'armée privée» de M. Paisley bénéficie probablement de complicités parmi les membres des forces de l'ordre.



Le pasteur Ian Paisley: une armée privée.

photo PC

Un diplomate jordanien est enlevé à Beyrouth

BEYROUTH (Reuter) — L'enlèvement du chargé d'affaires jordanien à Beyrouth, hier, par une vingtaine d'individus se réclamant d'organisations syriennes, marque une nouvelle étape d'un conflit larvé entre la Syrie et la Jordanie.

L'attentat a été revendiqué par deux organisations, dont l'une jusqu'alors inconnue. Un message, trouvé sur les lieux de l'enlèvement et

signé «Avant-garde de la violence révolutionnaire - secteur Liban», accuse la presse jordanienne de mener une campagne de propagande hostile contre la Syrie.

Lors d'un appel téléphonique à la station de radio du Parti phalangiste, un correspondant anonyme, se réclamant des «Aigles de la révolution», organisation proche des organisations palestiniennes pro-syriennes, a exigé que soient livrés à Damas deux pilotes

syriens réfugiés en Jordanie et qui appartiendraient à la confrérie clandestine des «Frères musulmans», en lutte ouverte contre le gouvernement syrien.

Ce correspondant ajoutait que le chargé d'affaires, M. Hicham Moheisen, serait tué et d'autres missions jordanienes dans le monde arabe attaquées si cette condition n'était pas remplie.

Les assaillants, arrivés à bord de quatre véhicules, ont pris

d'assaut l'appartement de M. Moheisen situé dans le secteur ouest de Beyrouth. L'attentat s'est produit à un kilomètre d'un poste de contrôle tenu par des soldats syriens de la Force arabe de dissuasion.

Deux hommes ont été tués, un garde jordanien et un civil qui passait à proximité. Deux autres ont été blessés, un gendarme libanais et un autre garde jordanien. Les ravisseurs ont également emmené une domestique.

A Amman, le ministre jordanien des Affaires étrangères a imputé l'attaque à

«certains milieux bien connus du monde arabe habitués à opérer d'une manière insensée dans la clandestinité».

L'attentat constitue à ce jour le point culminant de la campagne de propagande menée depuis plusieurs mois par la presse de Syrie et de Jordanie. On avait craint vers la fin de l'année dernière qu'un conflit n'éclatât entre les deux pays, chacun massant des troupes à leur frontière commune. L'intervention de l'Arabie saoudite avait permis d'apaiser la tension.

DÉPÊCHES

LA COTE de Valéry Giscard d'Estaing se trouve au plus bas depuis son entrée à l'Élysée. 51 p. cent des Français ne lui feraient plus confiance. L'intervention télévisée du président de la République sur la politique extérieure, le 27 janvier, soit au milieu de la période de l'enquête, n'a pas empêché l'érosion de trois points par rapport au mois précédent. Par contre, François Mitterand est en pleine hausse. Avec 40 p. cent, il gagne plus de 5 points par rapport au dernier sondage. On assiste d'ailleurs à une baisse générale de tous les leaders de la majorité.

DES GUÉRILLEROS basques ont «exécuté» l'ingénieur responsable de la construction d'une centrale nucléaire à Lemoniz, près de Bilbao, après que les autorités eurent ignoré l'ultimatum de l'ETA exigeant la démolition du réacteur. Le corps de M. Jose Maria Ryan, enlevé la semaine dernière par des militants de l'ETA, a été retrouvé hier dans une zone boisée à 10 km de Bilbao. Plus tôt, un coup de téléphone avait annoncé que l'ingénieur avait été condamné à mort et exécuté.

DEUX JEUNES gens armés qui avaient détourné un avion colombien se sont rendus hier soir après avoir tenu captifs les six membres d'équipage pendant 11 heures. Les pirates de l'air, qui se disaient des guérilleros de gauche, avaient laissé descendre les 71 passagers de l'appareil de la compagnie Avianca pendant que les pirates entamaient des pourparlers avec le gouvernement colombien. Celui-ci a refusé de laisser partir le Boeing 727 avec les deux pirates pour Cuba ou ailleurs.

LE LEADER khmer rouge Khieu Samphan a proposé personnellement au chef nationaliste cambodgien Son Sann de prendre la tête de la guérilla anti-vietnamienne au Cambodge, au cours de deux rencontres au sommet dans les maquis de résistance armée aux forces vietnamiennes. Selon M. Khieu, Son Sann, leader du plus important groupe non-communiste de résistance armée au régime de Phnom Penh, aurait refusé de conclure un accord pour un programme politique commun, condition posée par les Khmers rouges.

LE PREMIER ministre démissionnaire Adolfo Suarez a exhorté hier son parti, l'Union du centre démocratique, à rester fidèle à sa vocation centriste et à ne pas se laisser conduire vers la droite. Parlant au congrès national de l'UCD, M. Suarez a demandé aux congressistes d'appuyer la candidature de M. Leopoldo Calvo Sotelo à sa succession comme chef du gouvernement. Si le congrès parvient à se mettre d'accord sur M. Calvo Sotelo, il fait peu de doute que le roi Juan Carlos lui demandera de présenter son programme au parlement.

«NOUS avons frappé l'ambassade de Chine près le Saint-Siège, pour protester contre la condamnation à mort de la camarade Jiang Qing». C'est en ces termes qu'une voix féminine jeune, claire, assez tranquille a revendiqué l'attentat commis hier après-midi contre l'ambassade de Chine près le Saint-Siège à Rome. Le fait que l'attentat ait été commis contre l'ambassade de Taiwan près le Saint-Siège — et non l'ambassade de Chine populaire auprès de l'Etat italien — fait penser qu'il y aurait eu soit erreur d'adresse, soit que l'appel téléphonique émane d'un mythomane, puisque c'est en Chine populaire que s'est déroulé le procès de la «Bande des Quatre».

Divergences chez les non-alignés

NEW DELHI (Reuter) — La réunion préparatoire de la conférence des ministres des Affaires étrangères du mouvement des pays non-alignés à New Delhi a révélé hier de profondes divergences entre les participants notamment sur les questions de l'Afghanistan, du Kampuchea et du Golfe.

Tandis que le Pakistan et Singapour adoptaient une ligne dure sur la question afghane, l'Inde s'efforçait de garder une position souple, acceptable par les 95 pays participant à la réunion.

Le Pakistan s'est efforcé de contrer les efforts déployés par l'Inde pour passer sous silence les divisions du mouvement sur cette question, en insistant pour que la conférence demande le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan.

De leur côté, les délégués de Singapour se sont dits gravement préoccupés par la situation au Kampuchea où stationnent environ 200.000 soldats vietnamiens. Le Kampuchea ne sera pas représenté à la conférence, les Etats membres n'ayant pas réussi à se mettre d'accord sur le choix des représentants de ce pays.

Pour sa part, le Vietnam a accusé Singapour d'agir pour le compte des Etats-Unis et de la Chine et de vouloir saboter la conférence de New Delhi.

Par ailleurs, l'Iran a annoncé qu'il demanderait l'exclusion de l'Irak, de l'Afghanistan et de l'Egypte du mouvement des non-alignés lors de la conférence des ministres des Affaires étrangères la semaine prochaine à New Delhi.

M. Sarafraz, chef de la délégation iranienne, a ajouté devant les journalistes que son pays demanderait également la création d'un comité chargé de surveiller le respect des principes du mouvement par les pays membres. Téhéran estime que le gouvernement pro-soviétique de Kaboul doit être exclu de l'organisation et remplacé par des représentants des mouvements de résistance. Quant à l'Egypte, elle devrait son exclusion à son traité de paix avec Israël.

NOUS REMBOURSONS TOUS LES COUPONS DE PRODUITS DE MAGASIN D'ALIMENTATION.

AUBAINES DU DEBUT DE SEMAINE



Tous les prix dans cette annonce sont en vigueur lundi et mardi le 9 et 10 février 1981, seulement

Lundi et Mardi Seulement

Épargnez 29¢ douz

OEUFS CALIBRE GROS
Catégorie "A"

Douz **99¢**

Notre prix rég 1.28

Épargnez 69¢ lb

BOEUF HACHE MAIGRE

1.99

Notre prix rég lb 2.68

Épargnez 80¢

SAUCISSES FUMEES
Emb herm 1 lb

1.19

Notre prix rég 1.99

Épargnez 50¢

CRÈME GLACÉE
Cont plast. 2 litres
Saveurs assorties, Banquet

1.69

Notre prix rég 2.19

Épargnez 1.20

COCA-COLA
Plus dépôt sur bout consignée
Pqt de 6 bout de 750 ml

2.69

Notre prix rég 3.89

Épargnez 71¢

POMMES DE TERRE
Provenance du Nouveau-Brunswick, Canada No.1

1.48

Notre prix rég 2.19



LES MAGASINS SITUÉS À MONTREAL

*6415 Rue Sherbrooke Ouest,
5405 Chemin de la Reine Marie
3421 Avenue du Parc
455 Boul. de Maisonneuve Est,
1953 Rue St. Catherine Ouest

*GREENFIELD PARK, 645 Boul. Taschereau
*ST. LAMBERT, 1461 Avenue Victoria
*ST. ANTOINE DES LAURENTIDES,
Galeries des Laurentides

*SHERBROOKE, Plaza Centre d'achat,
Quatre Saisons

*MAGOG, 401 rue Principale
*DRUMMONDVILLE, Galeries Drummond
*COWANSVILLE, Domaine du Parc, 175 rue Principale
*TROIS RIVIERES, 850 rue des Récollets
*STATIONNEMENT GRATUIT

AUBAINES DU DEBUT DE SEMAINE

MAISONS D'ENSEIGNEMENT

COLLÈGE FRANÇAIS

185 ouest, rue Fairmount, Montréal

- reconnu d'intérêt public
- membre de l'A.I.E.S. et de l'A.C.Q.
- mixte avec programmes et examens du ministère.

PENSIONNAT
 Au primaire : à Longueuil (270 places) et au secondaire à Montréal (132 places)



ANNEXE LONGUEUIL

EXAMEN D'ENTRÉE EN SECONDAIRE 1

LE SAMEDI 7 FÉVRIER DE 9h30 à 12h
 Communiquer avec le secrétariat ou se présenter avec le bulletin au 185 OUEST, RUE FAIRMOUNT (métro Laurier)

Autres inscriptions :

- **PRIMAIRE** 1^{re} à 6^e année (Longueuil, Montréal ou Carterville) — Sciences de la santé
 - **SECONDAIRE** I, II, III, IV, V (Sur présentation du bulletin) — Sciences pures et appliquées
 - **COLLEGIAT** I et II (Session d'hiver 1981 — Janvier à juin) — Sciences de l'administration
- Préparation au DEC (Diplôme d'Études Collégiales) — Sciences humaines
 Cours préparant aux structures d'accueil universitaires — Lettres — Langues

À TITRE D'INFORMATION

- Le Collège Français reçoit une majorité d'éèves canadiens-français (2,500 environ)
- Les programmes d'études et les examens sont ceux de la province de Québec
- Le Collège Français est un des rares collèges privés où les cours sont décroissances avec promotion par matière.
- Le Collège Français assure, avec ses autobus scolaires, le transport à des prix très abordables.

Le Collège Français transmet les inscriptions à l'Académie d'art lyrique et dramatique de Montréal (Yoland Guérard)

TRAJET DES AUTOBUS SCOLAIRES :

• Saint-Hilaire, Beloeil, Saint-Basile, Saint-Hubert, Montréal rue Fairmount • Sainte-Julie, Saint-Bruno, Longueuil, Montréal rue Fairmount • Brossard, Lafécie, Greenfield Park, Montréal rue Fairmount • Prévilly, Saint-Lambert, Lemayne, Montréal rue Fairmount • Sainte-Thérèse-en-Haut, Lorraine, Vimont, Bois-des-Filiers • Sainte-Marthe-sur-le-Lac, Saint-Eustache, Sainte-Dorothée, Ville de Laval, Saint-Vincent-de-Paul • Pierrefonds, Roxboro, Dollard-des-Ormeaux, Montréal.

Pour renseignements, inscriptions et prospectus.

272-0754 272-1455 272-3848 274-9401

PROGRAMMES D'ÉTUDES DE DEUXIÈME ET TROISIÈME CYCLES À L'UQAM — AUTOMNE 1981

CERTIFICATS ET MAÎTRISES

- Administration des affaires (M.B.A.)
- Art dramatique (M.A.)
- Arts plastiques (M.A.)
- Biologie (M.Sc.)
- Chimie (M.Sc.)
- Communication (M.A.)
- Economique (M.Sc.)
- Education (M.Ed.)
- Études des arts (M.A.)
- Études littéraires (M.A.)
- Géographie (M.Sc.)
- Gestion de projet (M.Sc.)
- Histoire (M.A.)
- Linguistique (M.A.)
- Mathématiques (M.Sc.)
- Philosophie (M.A.)
- Prévisions météorologiques (Cert.)

- Psychologie (M.A.)
- Sciences de la terre (M.Sc.)
- Sciences de l'atmosphère (M.Sc.)
- Sciences de l'environnement (M.Sc.)
- Sciences politiques (M.A.)
- Sciences religieuses (M.A.)
- Sexologie (M.A.)
- Sociologie (M.A.)
- Thanatologie (Cert.)

DOCTORATS

- Administration (Ph.D.)
- Études grecques, études latines
- Histoire (Ph.D.)
- Psychologie (Ph.D.)
- Sciences politiques (Ph.D.)
- Sémiologie (Ph.D.)

Les demandes d'admission doivent parvenir au plus tard :

- le 28 février 1981 pour le programme de M.B.A. débutant en mai;
- le 1er mars 1981 pour les programmes contingentés marqués d'un astérisque;
- le 1er avril 1981 pour tous les autres programmes.

Pour de plus amples renseignements et les formulaires d'admission, veuillez vous adresser au Service de l'admission du Bureau du registraire, UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL, 400 est, rue Ste-Catherine, à Montréal. Téléphone: (514) 282-3121

Université du Québec à Montréal

UNIVERSITÉ LAVAL

admission d'automne 1981
APERÇU DES PROGRAMMES

LÉGENDE: 1^{er} CYCLE — MINEURE OU CERTIFICAT (30 CRÉDITS)
 2 — MAJEURE OU DIPLÔME (60 CRÉDITS)
 3 — BACCALAURÉAT SPÉCIALISÉ (90 CRÉDITS ET +)
 2^e CYCLE 4 — MAÎTRISE (ÉTUDES POSTÉRIEURES À UN BACCALAURÉAT: 45 À 60 CRÉDITS)
 3^e CYCLE 5 — DOCTORAT (ÉTUDES POSTÉRIEURES À UNE MAÎTRISE: 90 À 120 CRÉDITS)

* BACCALAURÉAT D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

PROGRAMMES	1	2	3	4	5
ACTIVITÉ PHYSIQUE (Sciences de l'...)					
ACTUARIAT					
ADMINISTRATION (Sciences de l'...)					
Administration Scolaire					
AGRO-ÉCONOMIE					
ALLEMAND					
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL					
AMÉNAGEMENT FORESTIER ET SYLVICULTURE					
ANALYSE DES POLITIQUES					
ANATOMIE					
ANGLAIS					
ANTHROPOLOGIE					
ARCHITECTURE					
ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES					
ARTS PLASTIQUES					
BIO-AGRONOMIE					
BIOCHIMIE (Médecine)					
BIOCHIMIE (Sciences)					
BIOLOGIE					
BIOLOGIE VÉGÉTALE					
CARTOGRAPHIE					
CATÈCHESE					
CHIMIE					
COMMUNICATION					
COMMUNICATION GRAPHIQUE					
CONSOMMATION					
DIDACTIQUE					
DIÉTÉTIQUE					
DROIT					
ÉCOLOGIE VÉGÉTALE					
ÉCONOMIE FAMILIALE					
ÉCONOMIE RURALE					
ÉCONOMIQUE					
ÉDUCATION MUSICALE					
ÉDUCATION PHYSIQUE					
ENSEIGNEMENT COLLEGIAT					
ENSEIGNEMENT D'UNE LANGUE SECONDE					
ENSEIGNEMENT PRIMAIRE					
ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL					
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE					
ERGOTHÉRAPIE					
ESPAGNOL					
ÉTUDES AFRICAINES					
ÉTUDES ANCIENNES (archéologie classique, civilisation ancienne, études grecques, études latines)					
ÉTUDES CINÉMATOGRAPHIQUES					
EXPLOITATION FORESTIÈRE					
FRANÇAIS					
FRANÇAIS POUR NON-FRANCOPHONES					
GÉNIE CHIMIQUE					
GÉNIE CIVIL					
GÉNIE ÉLECTRIQUE					
GÉNIE FORESTIER					

PROGRAMMES	1	2	3	4	5
GÉNIE GÉOLOGIQUE					
GÉNIE MÉCANIQUE					
GÉNIE MÉTALLURGIQUE					
GÉNIE MINIER					
GÉNIE PHYSIQUE					
GÉNIE RURAL					
GÉODÉSIE (ARPENTAGE)					
GÉOGRAPHIE					
GÉOLOGIE					
HISTOIRE					
HISTOIRE DE L'ART					
INFORMATION PROFESSIONNELLE					
INFORMATIQUE					
JOURNALISME					
LINGUISTIQUE					
MATHÉMATIQUES					
MÉDECINE (M.D.)					
MÉDECINE DENTAIRE (D.M.D.)					
MÉDECINE EXPÉRIMENTALE					
MESURE ET ÉVALUATION (Éducation)					
MÉTALLURGIE					
MICROBIOLOGIE					
MINES					
MUSIQUE					
NEUROBIOLOGIE					
NUTRITION					
ORIENTATION					
PATHOLOGIE					
PÉDOLOGIE FORESTIÈRE					
PHARMACIE					
PHARMACOLOGIE ET TOXICOLOGIE					
PHILOSOPHIE					
PHOTOGRAMMÉTRIE					
PHYSIOLOGIE					
PHYSIOTHÉRAPIE					
PHYSIQUE					
PSYCHOLOGIE					
PSYCHOPÉDAGOGIE					
RELATIONS INDUSTRIELLES					
RELATIONS PUBLIQUES					
RUSSE					
SANTÉ COMMUNAUTAIRE					
SCIENCE POLITIQUE					
SCIENCES DE L'ÉDUCATION					
SCIENCES DU BOIS					
SCIENCES INFIRMIÈRES					
SERVICE SOCIAL					
SOCIOLOGIE					
SOLS					
STATISTIQUE					
TECHNOLOGIE ÉDUCATIVE					
TECHNOLOGIE DE L'ENSEIGNEMENT					
THÉÂTRE					
THÉOLOGIE					
TRADUCTION					
VIVRES					
ZOOTECNIE					

N. B.

- En jumelant une majeure avec une mineure d'une autre discipline, on obtient un baccalauréat avec majeure et mineure; en regroupant 3 mineures dans des disciplines différentes, on obtient un baccalauréat général.
- Ceux qui désirent suivre seulement quelques cours d'un programme, sans postuler de diplôme, peuvent être admis comme étudiants libres et avoir droit aux crédits rattachés à ces cours.

DATES LIMITES DE DEMANDE D'ADMISSION

1^{er} CYCLE: 1^{er} MARS (sauf adultes et étudiants des universités canadiennes: 1^{er} MAI)
 2^e ET 3^e CYCLES: 1^{er} MAI

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS ET POUR OBTENIR LES DOCUMENTS DE DEMANDE D'ADMISSION...

BUREAU DU REGISTRAIRE
 PAVILLON BONENFANT
 UNIVERSITÉ LAVAL
 QUÉBEC, G1K 7P4
 TEL.: (418) 656-5916 (renseignements)
 656-3703 (admission)

Cité universitaire, Québec

PROGRAMMES D'ÉTUDES DE PREMIER CYCLE OFFERTS À L'AUTOMNE 1981 BACCALAURÉATS ET CERTIFICATS

CONDITIONS D'ADMISSION
 - Détenir un diplôme d'études collégiales (DEC) ou l'équivalent;
 OU
 - être âgé d'au moins 22 ans et posséder des connaissances appropriées et une expérience pertinente;
 - certains programmes exigent des conditions particulières d'admission

FAMILLE DES ARTS
Programmes de Baccalauréat
 Baccalauréat en art dramatique*
 Baccalauréat en arts plastiques*
 Baccalauréat en danse*
 Baccalauréat en design de l'environnement
 Baccalauréat en design graphique*
 Baccalauréat d'enseignement en musique
 Baccalauréat en histoire de l'art
Programmes de Certificat
 Certificat de premier cycle en arts d'impression*
 Certificat de premier cycle en arts plastiques*
 Certificat de premier cycle en peinture*
 Certificat de premier cycle en sculpture*

FAMILLE DE FORMATION DES MAÎTRES
Programmes de Baccalauréat
 Baccalauréat d'éducation au préscolaire et d'enseignement au primaire formation initiale*
 Baccalauréat d'éducation au préscolaire et d'enseignement au primaire perfectionnement
 Baccalauréat d'enseignement à l'enfance maternelle*
 Baccalauréat d'enseignement en activité physique*
 Baccalauréat d'enseignement professionnel
 Baccalauréat en information scolaire et professionnelle
Programmes de Certificat
 Certificat de premier cycle en adaptation scolaire et sociale*
 Certificat de premier cycle pour formateurs d'adultes en milieu scolaire*

Certificat de premier cycle en pédagogie de l'audio visuel*
 Certificat de premier cycle en sciences de l'éducation*

FAMILLE DES LETTRES
Programmes de Baccalauréat
 Baccalauréat en animation culturelle (I)
 Baccalauréat en communications*
 Baccalauréat d'enseignement des langues et des lettres
 Baccalauréat en études littéraires
 Baccalauréat en linguistique
Programmes de Certificat
 Certificat de premier cycle en animation culturelle*
 Certificat de premier cycle en communication*
 Certificat de premier cycle en enseignement du français au primaire
 Certificat de premier cycle en enseignement du français au secondaire
 Certificat de premier cycle en français écrit
 Certificat de premier cycle d'introduction à la scénarisation cinématographique*
 Certificat de premier cycle en linguistique
 Certificat de premier cycle en terminologie*

FAMILLE DES SCIENCES
Programmes de Baccalauréat
 Baccalauréat en biochimie
 Baccalauréat en biologie
 Baccalauréat d'enseignement en biologie
 Baccalauréat en chimie
 Baccalauréat d'enseignement en chimie
 Baccalauréat en géographie physique
 Baccalauréat en géologie
 Baccalauréat en informatique de gestion
 Baccalauréat en mathématiques
 Baccalauréat d'enseignement en physique
 Baccalauréat d'enseignement en physique
 Baccalauréat d'enseignement en électrotechnique
 Baccalauréat d'enseignement en sciences
 Baccalauréat d'enseignement en technologie de la mécanique

Programmes de Certificat
 Certificat de premier cycle en écologie
 Certificat de premier cycle en informatique
 Certificat de premier cycle en méthodes quantitatives
 Certificat de premier cycle en sciences de l'environnement

FAMILLE DES SCIENCES DE LA GESTION
Programmes de Baccalauréat
 Baccalauréat en administration
 Baccalauréat d'enseignement en administration
 Baccalauréat en gestion et intervention touristiques*
 Baccalauréat en sciences comptables
 Baccalauréat en urbanisme
Programmes de Certificat
 Certificat de premier cycle en administration
 Certificat de premier cycle en affaires immobilières
 Certificat de premier cycle en analyse financière
 Certificat de premier cycle en gestion administrative
 Certificat de premier cycle en gestion de la main d'œuvre
 Certificat de premier cycle en gestion du personnel et en relations de travail
 Certificat de premier cycle en gestion informatique
 Certificat de premier cycle en marketing
 Certificat de premier cycle en sciences comptables

FAMILLE DES SCIENCES HUMAINES
Programmes de Baccalauréat
 Baccalauréat en économie
 Baccalauréat en géographie
 Baccalauréat d'enseignement en géographie
 Baccalauréat en histoire
 Baccalauréat d'enseignement en histoire
 Baccalauréat en philosophie
 Baccalauréat en psychologie*
 Baccalauréat en psychologie de la communication*
 Baccalauréat en sciences juridiques*
 Baccalauréat en sciences religieuses

Baccalauréat d'enseignement en sciences religieuses
 Baccalauréat en sociologie*
 Baccalauréat en sociologie
 Baccalauréat en travail social*

Programmes de Certificat
 Certificat de premier cycle en administration des services publics
 Certificat de premier cycle en archéologie
 Certificat de premier cycle en économie
 Certificat de premier cycle en éducation morale
 Certificat de premier cycle en gestion des politiques sociales
 Certificat de premier cycle en gestion des services municipaux
 Certificat de premier cycle en intervention psycho-sociale

* Les programmes contingentés sont marqués d'un astérisque
 L'admission à ces programmes fera l'objet d'une décision ultérieure de la part de l'Université

DATÉ LIMITE DE PRÉSENTATION DES DEMANDES D'ADMISSION: SESSION D'AUTOMNE 1981
 - Temps complet (tous les programmes): 1^{er} mars 1981
 - Temps partiel (programmes contingentés): 1^{er} mars 1981
 - Temps partiel (programmes non contingentés): 1^{er} juillet 1981

RENSEIGNEMENTS ET FORMULAIRES D'ADMISSION
 Service de l'admission
 Pavillon Hubert Aquin R750
 Université du Québec à Montréal
 C.P. 8888, Succursale A
 Montréal, H3C 3P8
 (282-3121)

...UN COLLÈGE À TA MESURE
Collège André-Grasset



COLLÈGE PRIVÉ DE NIVEAU CEGEP
 préparant aux études universitaires

- Arts — Lettres
- Sciences
- Sciences humaines
- Sciences de l'administration

1001 est, boul. Crémazie, Montréal H2M 1M3 (métro Crémazie)
 Du lundi au vendredi, de 9 heures à 17 heures — Tél.: 381-4293

Université du Québec à Montréal

MAISONS D'ENSEIGNEMENT

Collège O'Sullivan
Montréal

**VOUS DÉSIREZ UN EMPLOI? UNE PROMOTION? UNE NOUVELLE CARRIÈRE?
TRAVAILLER À L'EXTÉRIEUR DE LA MAISON?**

Nous vous offrons:

**UN PROGRAMME INTENSIF DE
SECRETARIAT**
(offert le jour)

- Si votre programme d'études actuel vous déçoit
- Si vous avez complété des études collégiales ou universitaires
- Si votre emploi est monotone et n'offre aucune possibilité d'avancement
- Si vous n'avez jamais travaillé à l'extérieur de la maison

Ce programme vous permettra d'intégrer le marché du travail avec une formation des plus complètes.

**UN PROGRAMME SPÉCIALISÉ
DE SECRETARIAT POUR
DIPLÔMÉS DU SECONDAIRE**

Préparez-vous à travailler avec des

- AVOCATS et NOTAIRES
- MÉDECINS dans les hôpitaux, les cliniques ou les services de santé
- AGENTS DE VOYAGES ou dans l'ADMINISTRATION HÔTELIÈRE
- CADRES de grandes, moyennes ou petites entreprises

La date limite pour les inscriptions pour la session d'automne 1981

le 31 mars

PLUS

- Programme accéléré d'anglais
- Enseignement spécialisé
- Attention individuelle
- D.E.C.: Diplôme d'études collégiales
- Traitement de mots
- Meilleur service de placement gratuit
- Résidence pour étudiantes

Plus de nombreux autres avantages

Pour de plus amples renseignements sur nos cours de JOUR et du SOIR, APPELEZ A:

866-4622

Participez à notre prochaine soirée d'information
Mardi le 24 février à 19 h00



le Secrétariat Plus au Collège O'Sullivan

1191, rue de la Montagne
Montréal

**ÉCOLE DE LECTURE
RAPIDE inc.**



**COURS GRATUITS D'UNE HEURE
DU 3 AU 18 FÉVRIER 1981**

VOUS AUGMENTEREZ:

- VITESSE
- COMPRÉHENSION
- MÉMOIRE
- CONCENTRATION
- ESPRIT DE SYNTHÈSE

POUR RÉSERVER UNE PLACE:

(514) 875-0597

Permis Min. Education NO 749529

**COURS D'INITIATION
À LA DÉCORATION
INTÉRIEURE**
SOUS LA DIRECTION DES
ARTISANS
DU
MEUBLE
QUÉBÉCOIS INC.

88 EST, RUE SAINT-PAUL
VIEUX MONTRÉAL

RENSEIGNEMENTS:
866-1836

Début des cours:
16 février 81

Approuvé par le ministère
de l'Éducation
Permis no 749514 enseignement de
culture personnelle (pour et soir)

**ACADÉMIE
MICHÈLE-PROVOST INC.**

1517 ouest, av. des Pins
Montréal

Collège privé mixte

**PRIMAIRE - SECONDAIRE
PENSIONNAT - EXTERNAT**

Pour inscription 81/82
et renseignements, téléphoner: **934-0596**

Une belle façon de réussir...

collège marie-victorin

7000, rue marie-victorin
montréal, H1G 2J6

(514) 325-0150
institution privée de
niveau collégial

cégep

(enseignement régulier, le jour)

LE 1er MARS 1981

est la date limite pour présenter une demande
d'admission pour la

SESSION "AUTOMNE 1981"

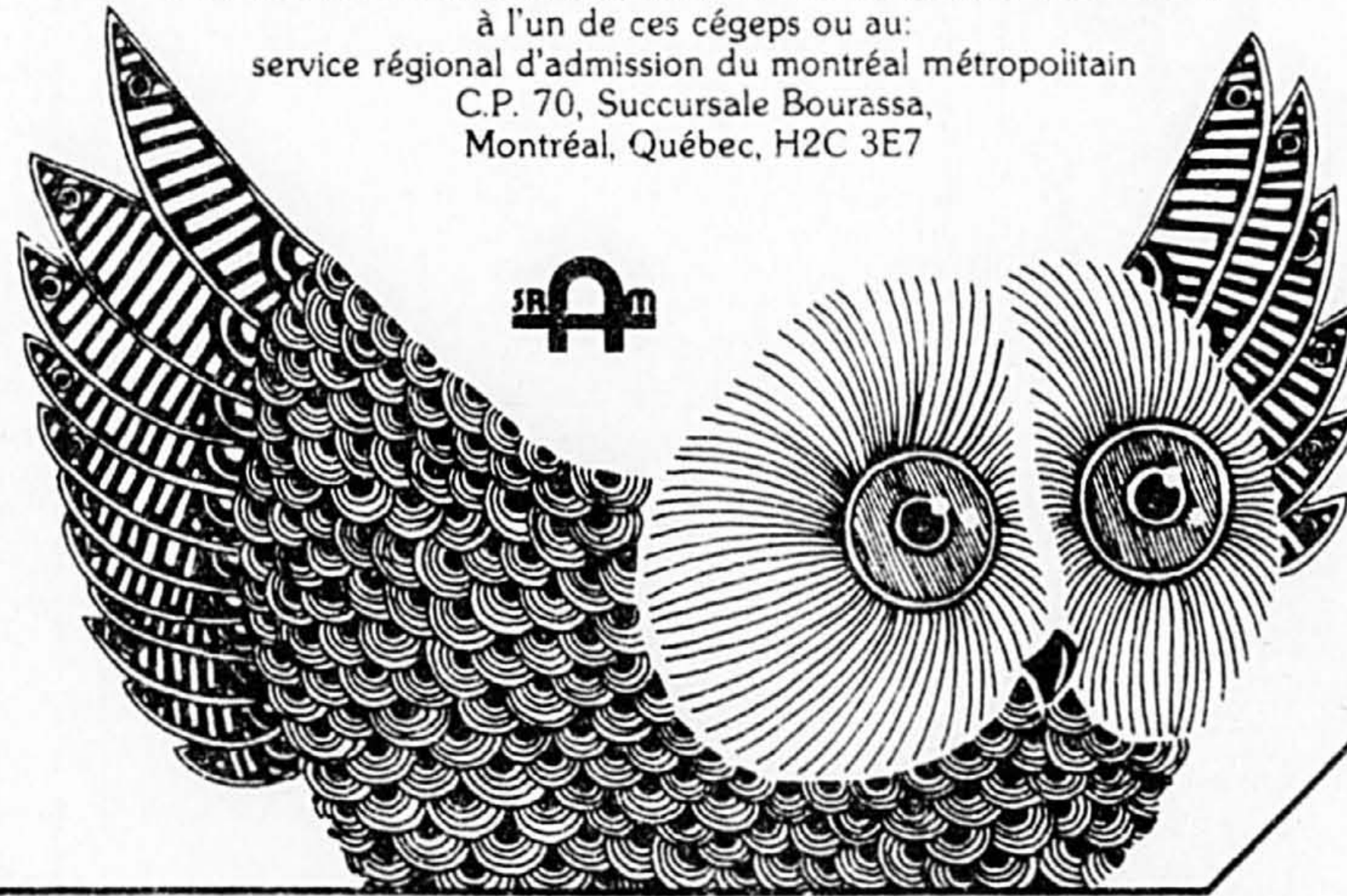
dans l'un des cégeps suivants:

Ahuntsic
André-Laurendeau
Bois-de-Boulogne
Drummondville
Édouard-Montpetit
Granby
John Abbott

Joliette
Lionel-Groulx
Maisonneuve
Montmorency
Rosemont
Saint-Hyacinthe
Saint-Jean-sur-Richelieu

Saint-Jérôme
Saint-Laurent
Sherbrooke
Sorel-Tracy
Valleyfield
Vieux Montréal
Institut de technologie
agricole et alimentaire

Pour obtenir les formulaires, veuillez vous adresser à votre école,
à l'un de ces cégeps ou au:
service régional d'admission du Montréal métropolitain
C.P. 70, Succursale Bourassa,
Montréal, Québec, H2C 3E7



TOUT POUR LE TISSAGE

L'ENDROIT IDÉAL
OU ACHETER

**TISSAGE
LECLERC**
(Permis de Culture personnelle du
Min. de l'Éducation 749535)

**COURS DE
TAPISSERIE
GOBELIN**
Débutant le
23 fév.

9210 LA JEUNESSE

INSCRIPTION
DÈS MAINTENANT

(514)
384-9500

COLLÈGE VILLE-MARIE

École secondaire privée déclarée
D'INTÉRÊT PUBLIC
par le ministère de l'Éducation

**EXAMEN
D'ADMISSION**

pour septembre 1981

Secondaire I à V
Garçons et filles

**Samedi 14 février 1981
à 9h00 a.m.**

Coût de l'examen: \$5

Les élèves doivent apporter le bulletin final de l'année
dernière et le bulletin le plus récent de l'année en cours.

Nécessaire de s'y inscrire.

2850 est, rue Sherbrooke
Station de métro Préfontaine
Montréal, Québec H2K 1H3
Tél.: 525-2516

Rendez-vous: Mme F. Boyer

goethe
institut
montréal



COURS D'ALLEMAND

à partir du 16 février 1981

- COURS DE LANGUE RÉGULIERS
- COURS DE CONVERSATION

Inscriptions en cours
Place Bonaventure
Entrée Lagouchetière et Université
Renseignements: 866-1081



**ÉCOLES
MONTESSORI INC.**
Brochure, observation
TRANSPORT — 8 écoles
MAISONS D'ENFANTS

Vous pouvez vous inscrire dès
maintenant pour septembre 81-82

Classes bilingues
(français et anglais)

Pour renseignements,
téléphonez à
272-7040



**COURS DE
MUSIQUE**

L'ARSENAL À MUSIQUE,

organisme très connu
qui donne depuis 4 ans des spectacles d'animation musicale à vos
enfants dans les écoles, offre maintenant DES COURS DE
MUSIQUE aux petits de 8 à 12 ans ainsi qu'aux plus grands de
13-99 ans.

Vous apprendrez la lecture musicale, la pratique de l'instrument,
le solo et le collectif à travers l'apprentissage de la GUITARE OU
LA FLÛTE À BEC. Un cours spécial d'initiation à la musique pour
les tout-petits de 4 à 8 ans sur LES INSTRUMENTS À PERCUS-
SION ORFF est offert.

Tous les cours sont donnés et animés par nos deux SPÉCIALIS-
TES LORENA ET REGGI D'ETTORE, gradués du conservatoire de
Milan, Italie.

Les cours se donneront à:
L'ARSENAL À MUSIQUE 4366B, rue Saint-Hubert
Montréal, Québec, H2J 2W8
INSCRIPTIONS MAINTENANT: téléphonez à 523-4113
SPÉCIAL: Les 60 premières personnes à s'inscrire à nos cours,
n'auront aucun frais d'inscription à payer.

I Q S

La sténotypie

S'adapte à toutes les formes de secré-
tariat, elle assure aussi la prise des con-
férences, colloques, réunions et con-
gres, elle garantit le compte rendu inté-
gral des procès, la prise des débats.
On la trouve dans les entreprises, orga-
nismes nationaux et internationaux.

Niveau: Sec. V ou D.E.C.
Prochaines sessions: 23 mars, 13 juillet ou
21 septembre 1981

Inscription sans délai
Prospectus gratuit sur demande
**Institut France-Quitard
de Sténotypie I.Q.S.**

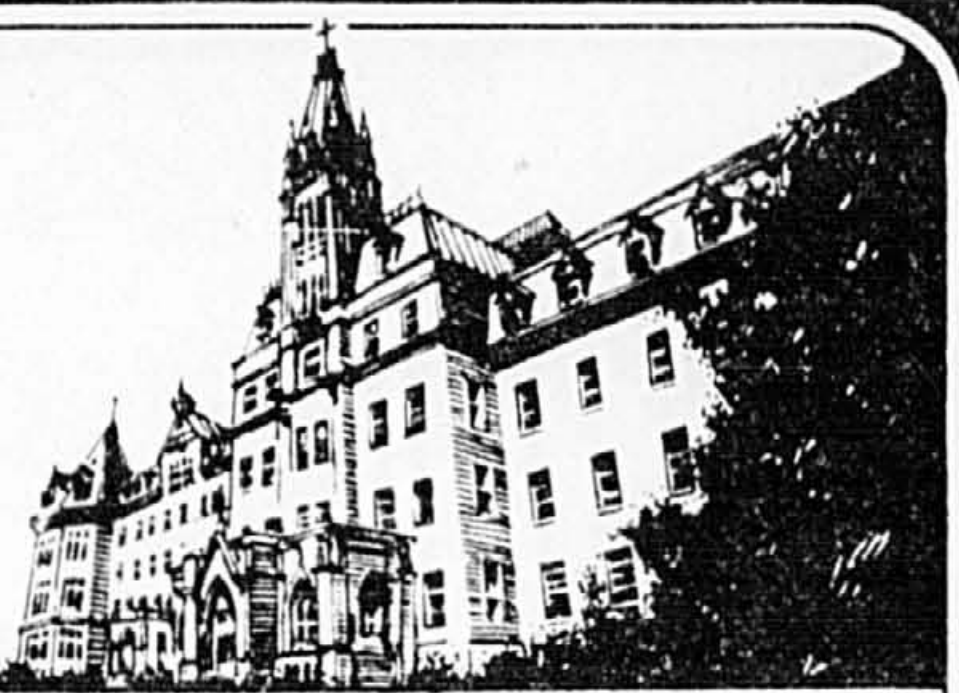
Permis 749556 du ministère de l'Éducation
1290, rue Saint-Denis,
suite 89, Montréal
(Métro Berri, sortie Saint-Denis)

288-2241

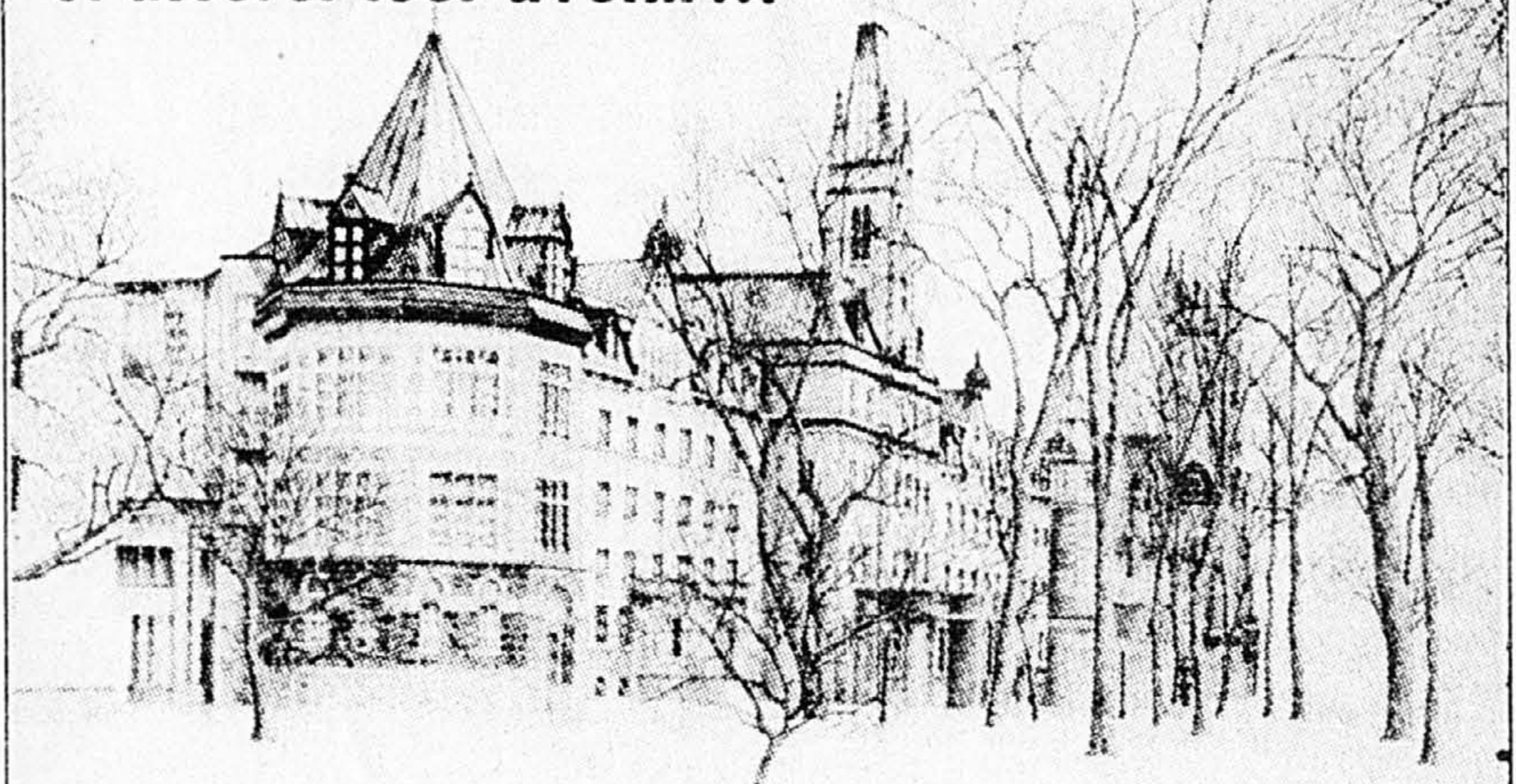
Seul moyen
de noter
intégralement
la parole la
plus rapide

MAISONS D'ENSEIGNEMENT

Cégep
de
Saint-Laurent



Pour bien vivre leur présent
et assurer leur avenir...



LES ÉTUDIANTS CHOISISSENT
LE CÉGEP DE SAINT-LAURENT

à cause...

- de la qualité de l'enseignement
- des méthodes pédagogiques sur mesure
- des services personnalisés
- de la vie culturelle
- des activités sportives

Ils savent que c'est la meilleure façon
d'assurer leur avenir.

Faites comme eux

INSCRIVEZ-VOUS AUJOURD'HUI

Date limite pour faire une demande d'admission au

S.R.A.M.: (SERVICE RÉGIONAL D'ADMISSION
DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN) 1er MARS

625, boul. Sainte-Croix, Saint-Laurent. H4L 3X7 • Tél.: 747-6521

UN DIPLÔME DU
COLLÈGE LASALLE
VOTRE MEILLEURE RÉFÉRENCE

SI VOUS ÊTES DÉTERMINÉS À RÉUSSIR,
FAITES UN PAS DE GÉANT ET DÉBUTEZ
VOTRE CARRIÈRE AVEC UN DIPLÔME EN:

Techniques de Secrétariat (niveau collégial)

Gestion Hôtellerie/Restaurant

Tourisme/Voyages

Dessin de Mode

Mise en Marché de Mode

Production de Mode

six programmes officiels qui conduisent à un D.E.C. (Diplôme d'études collégiales)

LE COLLÈGE LASALLE SIGNIFIE:

- qualité de l'enseignement
- entraînement professionnel orienté vers des carrières d'avenir
- collaboration avec des spécialistes des milieux industriels
- locaux modernes et nouveau centre de traitement de textes
- service de placement dynamique et efficace à votre disposition
- cours donnés en sessions consécutives pendant toute l'année, pour vous permettre de rentrer sur le marché du travail rapidement
- frais de scolarité réduits, le Collège étant reconnu pour fins de subventions.

NOS 20 ANS DE SUCCÈS, VOTRE MEILLEURE GARANTIE!

INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT POUR SEPTEMBRE 1981

COLLÈGE LASALLE

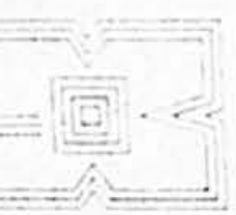
Campus Centre-ville
2015, rue Drummond
Montréal, H3G 1W7

281-1916
842-3823



Campus Sylvia Gill
145, avenue Cartier
Pointe Claire, H9S 4R9

695-2064



COLLÈGE
MARGUERITE-BOURGEOYS
(Metro Villa-Maria)

- Collège mixte
- Résidence pour étudiantes
- Bourses d'études possibles

ADMISSION POUR LA
SESSION D'AUTOMNE 1981

(préférence accordée aux
demandes faites avant le 1er mars)

COURS PRÉPARANT À TOUS LES
PROGRAMMES UNIVERSITAIRES:

- Musique
- Sciences pures et appliquées
- Sciences de la santé
- Sciences de l'administration
- Sciences humaines (avec ou sans mathématiques)
- Langues et lettres

FORMULE DE DEMANDE D'ADMISSION

Au Registraire du
COLLÈGE MARGUERITE-BOURGEOYS — 487-2420
4873, avenue Westmount — Montréal H3Y 1X9
Veuillez me faire parvenir les formules de demande
d'admission pour l'année 1981-1982.

NOM.....
ADRESSE.....
VILLE..... (code postal).....
TÉLÉPHONE.....
PROGRAMME DESIRÉ.....

Institut
de tourisme
et d'hôtellerie
du Québec

Année scolaire 1981-1982
inscription — avant le 1^{er} mars 1981

L'I.T.H.Q. offre six programmes de formation
professionnelle, sanctionnés par des diplômes du
ministère de l'Éducation (scolarité gratuite).

Niveau collégial (durée: 3 ans)

- 414.00 Tourisme
- 430.01 Hôtellerie
- 430.02 Gestion des services alimentaires

Niveau secondaire V — professionnel long

(durée: 2 ans)

- Cuisine professionnelle
- Pâtisserie-boulangerie
- Service de restaurant

Conditions d'admission

- Résider au Canada
- S'inscrire avant le 1^{er} mars 1981
- Se qualifier auprès du Comité de sélection
- Au niveau collégial: avoir réussi le secondaire V avec le cours de mathématiques 522
- Au niveau secondaire V — professionnel long: avoir réussi le niveau secondaire IV général ou professionnel long avec le cours de mathématiques 412.

Renseignements

Bureau du registraire
Service des admissions
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
401, rue de Rigaud
Montréal H2L 4P3

Telephone: (514) 873-4163 poste 320

Vous pouvez aussi vous adresser au responsable
de l'information scolaire de votre institution.



Apprenez les éléments
qui vous permettront
d'accéder au monde
de l'informatique



Le monde de l'informatique est en constante mutation. Il n'y a pas de formule magique pour réussir en informatique. Mais il existe l'INSTITUT CONTROL DATA qui offre des cours en informatique et des services à la carte de placement. (Demandez les pourcentages d'engagement.)

La vie est faite de compromis. Mais votre carrière ne doit pas obligatoirement en être un. Si vous souhaitez devenir programmeur, opérateur, technicien, l'INSTITUT CONTROL DATA est en mesure de vous aider à réaliser vos objectifs de carrière.

Pour vous aider dans vos choix, venez assister à une session d'information. Nous répondrons à vos questions, vous fournirons une copie de nos rapports de placement et des éléments qui vous familiariseront avec le monde des ordinateurs.

Les cours sont de types professionnels de niveau secondaire ou collégial. L'enseignement est sanctionné par des examens sous l'autorité du Ministère de l'Éducation.

• cours individualisés
• formation pratique
• aide au placement
• cours de jour et du soir

Tél.: 285-8585
300, rue Léo-Pariseau, suite 400, C.P. 999, Station «La Cité»
Montréal, Québec, H2W 2N1.
(Coin avenue du Parc)

INSTITUT
CONTROL DATA
Société affiliée de
CONTROL DATA CANADA L.TÉE
permis 749747

QUE FEREZ-VOUS
DEMAIN?

- PROGRAMMATION
- KEYPUNCH-KEYTAPE
- TRAITEMENT DE MOTS

Reconnu par le ministère de l'Éducation aux niveaux secondaire et collégial pour le prêt du gouvernement. Permis 749E745.
Pour renseignements APPELEZ 849-7726

COMPUTER INSTITUTE OF CANADA
INSTITUT D'ORDINATEUR ELECTRONIQUE
2015, rue Drummond, Suite 550, Montréal

Bon à découper: le désire recevoir sans aucun engagement votre documentation LP-7-2-81

NOM.....
ADRESSE.....
VILLE..... ÂGE..... TÉL.....

Pour votre publicité de
MAISONS
D'ENSEIGNEMENT
dans
la presse
composer 285-7234

285-7320
LE NUMERO A COMPOSER
POUR FAIRE INSERER
UNE ANNONCE ENCADREE
SOUS LA RUBRIQUE
carrières
ET PROFESSIONS
DANS
la presse

INVITATION
À NOTRE SOIRÉE CARRIÈRE
LE MARDI 10 FÉVRIER
18H00 à 22H00
LE COLLEGE LASALLE
OUVRE SES PORTES AUX ÉTUDIANTS DE SEC. IV ET V ET AUX ÉTUDIANTS DE NIVEAUX COLLÉGIAL ET UNIVERSITAIRE, POUR UNE PRÉSENTATION DES PROGRAMMES 1981:

- TECHNIQUES DE SECRÉTARIAT (niveau collégial)
- GESTION HÔTELLERIE/RESTAURATION
- TOURISME/VOYAGES
- DESSIN DE MODE
- MISE EN MARCHÉ DE MODE
- PRODUCTION DE MODE

AU COURS DE LA SOIRÉE:
— VISITE DE NOS LOCAUX MODERNES, DU NOUVEAU CENTRE DE TRAITEMENT DE TEXTES ET DU BUREAU MODÈLE
— DÉMONSTRATIONS EN ATELIERS
— RENCONTRES AVEC NOS PROFESSEURS, CONSEILLERS ET ÉTUDIANTS
— RAFFRAICHISSEMENTS
AU PLAISIR DE VOUS RENCONTRER LE 10 FÉVRIER!
INVITEZ VOS AMIS ET VOTRE FAMILLE!

COLLEGE LASALLE
2015, rue Drummond (Station métro Peel)
842-3823 281-1916
145, rue Cartier, Pointe-Claire (Secrétariat seulement)
695-2064 L01450

COLLÈGE COMMERCIAL ÉLIE
La carrière de secrétaire vous attire?
Si oui!!!
Notre collège est en mesure de vous offrir:
COURS DU JOUR
• Option secrétaire de service
• Cours intensif (prérequis: secondaire V)
• Cours régulier (secondaire IV et V)
• Nous avons à votre disposition un bureau de placement
• Nos cours sont bilingues
• Permis du ministère de l'Éducation no 749549.
POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS, COMPOSEZ
845-2628
4510, rue St-Denis (métro Mt-Royal)

POUR OBTENIR UNE MAIN-D'ŒUVRE SPÉCIALISÉE...
285-7320
SOUS LA RUBRIQUE
carrières et professions
dans la presse
HORLOGERIE BIJOUTERIE
à l'année — à la maison
DÉPLIANTS GRATUITS
Permis no. 749659
INSTITUT D'HORLOGERIE
DU CANADA L.TÉE
1012 est. av. Mont-Royal
Montréal, Qué. H2J 1S8 Tél. 523-7823

Des conversations privées enregistrées

■ QUÉBEC (PC) — Un haut fonctionnaire du secrétariat de l'Assemblée nationale aurait demandé à un subalterne d'enregistrer des conversations privées afin d'obtenir des informations sur certains événements survenus au Service de radiotélévision des débats de l'Assemblée nationale.

C'est ce que rapportait hier le quotidien Le Soleil en s'appuyant sur le rapport de l'enquête administrative portant sur les agissements du réalisateur Marcel Beauchesne et de l'animateur Richard Thibault.

Selon le journal, le rapport fait état d'une telle demande dans la liste des «maladresses administratives» reprochées à certains fonctionnaires de l'Assemblée nationale.

Le Soleil cite les extraits suivants:

— «Demande de M. André Beaulieu (directeur général des Communications) à M. (nom du technicien) d'enregistrer des conversations sur les événements survenus».

— «Absence de directives de M. Rheault (directeur de la radiotélévision des débats) à l'effet d'interdire à M. (nom d'un autre technicien) d'enregistrer des conversations».

Ce rapport avait été commandé par le secrétaire général de l'Assemblée nationale, M. René Blondin, à la suite de plaintes portées contre MM. Beauchesne et Thibault.

Jeudi, sur les ondes de Radio-Canada, M. Blondin a démenti les rapports voulant que lui-même ou un de ses fonctionnaires aient autorisé l'enregistrement de conversations privées.

Le PQ tentera de lever \$3 millions

■ Le Parti québécois a lancé officiellement, aujourd'hui à Montréal, sa campagne annuelle de financement. Le ministre de l'Environnement, M. Marcel Léger, a annoncé à 400 militants des 122 comtés du Québec que l'objectif avait été fixé à \$3 millions. Le thème de la campagne sera: «Parce que j'y tiens».

La dernière campagne de financement du PQ, alors présidée par le ministre démissionnaire Lise Payette, avait rapporté un peu plus de \$4 millions, et ce, à la veille de la campagne référendaire. La présente campagne de financement doit se terminer par un «blitz» à travers le Québec, le 8 mars.

Le Parti libéral du Québec, lors de sa dernière campagne de financement, qui avait duré six mois, avait récolté \$3,348,946. Cette campagne était présidée par le député de Prévost, Mme Solange Chaput-Rolland assistée à la vice-présidence par le comédien Emile Genest.

Une autre réunion du PQ

Par ailleurs, les 17 comtés du PQ de Montréal-Centre, dont le président est le Dr Marc Lavalée, tiennent aujourd'hui une importante réunion dans le but d'établir «collectivement une plate-forme électorale» en vue de la prochaine élection.

Lors de cette réunion, on tentera d'établir les orientations que les militants de la région veulent proposer à la population montréalaise pour les quatre prochaines années.

L'UN aussi étudie

Pendant ce temps, le chef de l'Union nationale, Roch LaSalle, expose à ses militants réunis en colloque, également dans la métropole, l'orientation politique qu'il entend donner à cette formation.

Ce document intitulé «Orientations UN 81» a été préparé depuis six mois par MM. Denis Auger, de Longueuil, Maurice Bouillon, de Rimouski, Robert Rivard, de Saint-Hyacinthe, le président de la commission politique Claude Gélinas, chef de cabinet du chef de l'UN, Jean-Pierre Caron, de Montmagny, Marcel Côté, de Montréal, et Yves Carrière, de Terrebonne.

Dans la bonne tradition de l'Union nationale, ce document «de travail», a été imprimé au Lac Etchemin par l'imprimerie dirigée par Michel Bégin, fils de feu Jos-D. Bégin, un des principaux fiduciaires de la caisse électorale sous l'administration de Maurice Duplessis.

Candidats

A l'occasion de cette rencontre où l'on attend 1.000 militants, Roch LaSalle annoncera une dizaine de candidatures, dont celles des anciens créditistes Eudore Allard, dans Matépédia, et Armand Caouette, dans Abitibi-Est. En plus des députés déjà en place, M. LaSalle annoncera aussi la candidature de Maurice Bouillon, dans Rimouski. Il se peut aussi que le nouveau chef de l'UN profite de la circonstance pour dire qu'il fera lui-même candidat dans le comté de Berthier contre le député péquiste Jean-Guy Mercier.

Landry dit non

Le ministre d'Etat au Développement économique, Bernard Landry, après de nombreuses hésitations, a finalement refusé de participer à l'émission «Tel quel» de la société Radio-Canada. Cette émission d'une heure trente portera essentiellement sur les relations économiques entre les Etats-Unis, le Canada et le Québec.



Jacques Bouchard

Pour le gouvernement fédéral c'est le ministre Marc Lalonde qui a enregistré l'émission qui sera diffusée le 22 mars. Le ministre Landry, pour sa part, avait accepté dans un premier temps de donner le point de vue du Québec à la condition que l'enregistrement ait lieu, comme proposé par la direction de Radio-Canada, à New York.

Mais au gouvernement du Parti québécois, dont la consigne est de respecter les piquets de grève des journalistes de la société d'Etat, on a souligné à M. Landry qu'il devrait peut-être consulter les dirigeants syndicaux avant de prendre une décision à ce sujet.

Le syndicat aurait alors signifié à Bernard Landry qu'il serait mieux de s'abstenir. Le ministre a donc obéi à la directive syndicale et le gouvernement ne sera pas présent lors de cette émission.

Le PQ et les Arabes

Le Parti québécois a aussi décidé de fonder une «section arabophone». L'élection de cet exécutif aura lieu, dimanche, au local de l'Association libano-syro-canadienne, et c'est le député de Deux-Montagnes, Pierre de Bellefeuille, qui sera l'orateur invité.

Traversier-rail: entente

■ SEPT-ÎLES (PC) — Les travaux de construction des infrastructures portuaires qui permettront de relier Port-Cartier à Matane par traversier-rail devraient débuter le printemps prochain.

Le député de Manicouagan aux Communes, M. André Maltais, a révélé devant le Cercle de presse de Sept-Îles qu'une entente était intervenue entre les gouvernements fédéral et provincial, la compagnie Québec-Cartier et les autres intervenants au dossier, la société Cogé-

ma et la ville de Port-Cartier.

Selon le député, les deux gouvernements hausseront leur participation au projet. Le ministre de l'Expansion économique régionale (MEER) a accepté pour sa part de porter sa contribution à \$3,7 millions.

À suivre dans la presse

Vous travaillez, et tout à coup, une force que vous ne comprenez pas vous pousse à tout abandonner et à rentrer à la maison... pour constater que votre enfant, en danger, a besoin de vous...

Souvent, vous vous demandez si ce qui vient de vous arriver est une simple coïncidence, l'effet du hasard... ou autre chose...

Le téléphone sonne et, avant même de décrocher le récepteur, vous devinez qui vous appelle...

Vous aimeriez bien en savoir plus long sur ces phénomènes que vous vivez presque tous les jours.

Mais... quoi lire? qui rencontrer? où aller?

Pour en savoir plus long...

suivez le cours de culture personnelle offert par le Collège Marie-Victorin

Initiation à la parapsychologie

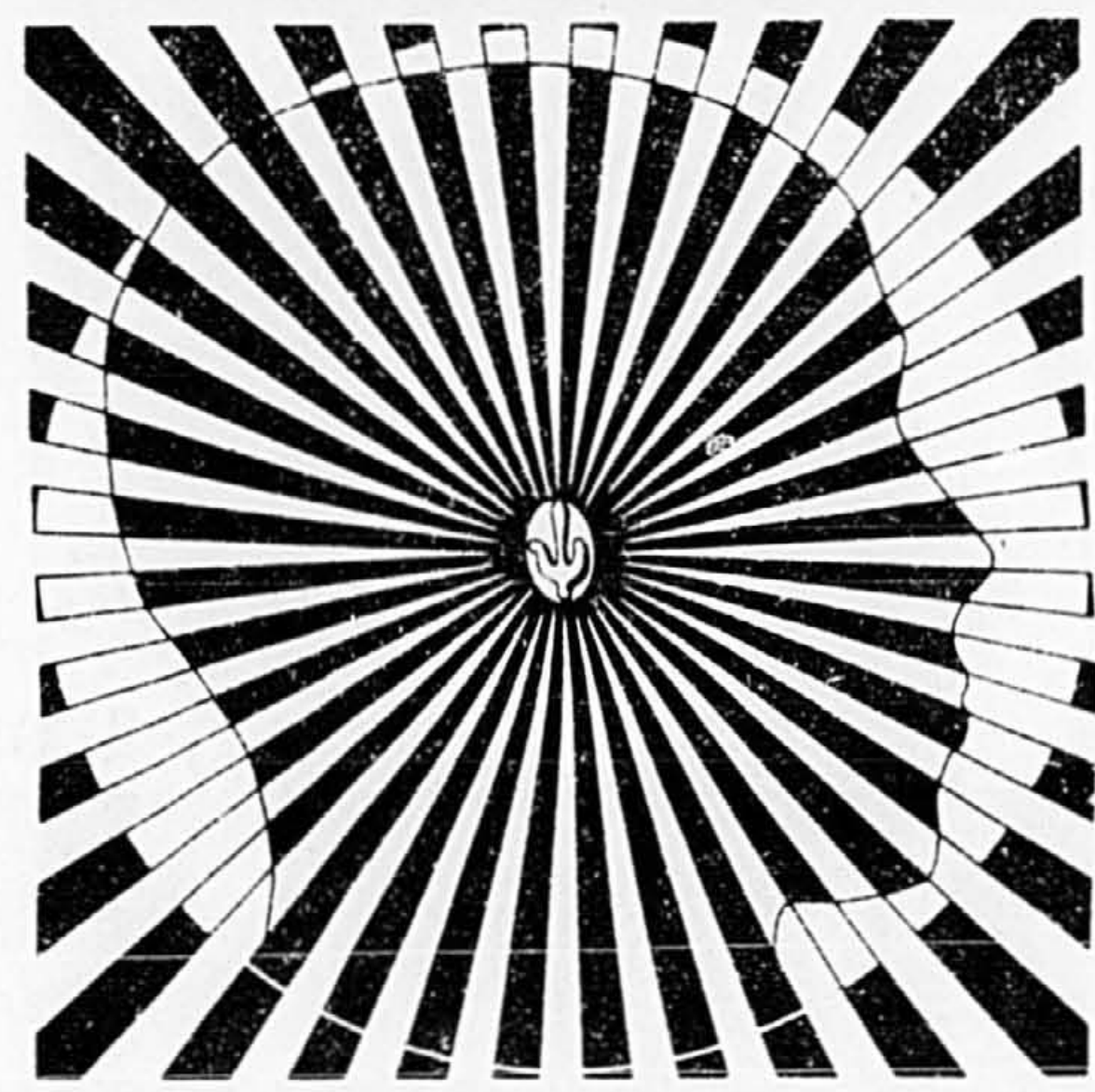
La parapsychologie est un domaine où il faut s'avancer avec prudence. Charlatans et pseudo-parapsychologues y côtoient les vrais chercheurs et les scientifiques. C'est justement parce que ce sujet est de plus en plus discuté que le Collège Marie-Victorin a décidé d'aller de l'avant et d'offrir un cours d'initiation à la parapsychologie en 14 leçons et 3 soirées-rencontres.

Notre intention n'est ni d'encourager ni de dénigrer la parapsychologie, mais d'aider les lecteurs et les participants à mieux comprendre tous ces phénomènes en leur offrant le vocabulaire de base et en leur permettant ensuite de trouver dans un même lieu des ressources diversifiées (conférences, films, littérature, etc.).

La série veut également en être une d'initiation. Elle s'adresse donc au grand public qui s'interroge sur les phénomènes paranormaux et non pas aux spécialistes de la psilogie (nom qu'on préfère maintenant à celui de parapsychologie).

Les leçons

La série de 14 leçons a été préparée par Alain SOTTO, journaliste. Sa formation de philosophe, d'ethnologue et de sociologue, doublée d'une solide expérience des phénomènes de la communication, l'ont amené à s'intéresser et à s'intégrer au monde de la parapsychologie. Auteur de nombreux dossiers de la revue *Psychologie*, il a également publié trois volumes sur divers aspects de la



parapsychologie. Sa solide formation de journaliste et de vulgarisateur, sa non-appartenance et son retrait volontaire de tout organisme, secte ou association reconnue du monde de la parapsychologie, en font la personne objective et impartiale toute désignée pour écrire un tel cours.

Les leçons seront publiées les lundis et vendredis dans LA PRESSE à partir du 2 février 1981 et aborderont les thèmes suivants:

- la télépathie
- les rêves télépathiques
- les animaux et les plantes télépathiques
- la précognition
- le dédoublement ou l'extériorisation de la conscience
- qu'est-ce qu'un sensitif?
- la psychokinésie
- les guérisons paranormales
- la conquête de l'espace intérieur (le cerveau)
- l'avenir de la parapsychologie

On vous proposera également quelques exercices très simples à faire à la maison (test télépathique, le dessin télépathique, le test des plantes).

Les soirées-rencontres

Pour ceux qui veulent approfondir leurs connaissances sur le sujet ou partager leurs expériences... trois soirées-rencontres auront lieu au Collège Marie-Victorin

les mercredis de 19 h 30 à 22 h 30.

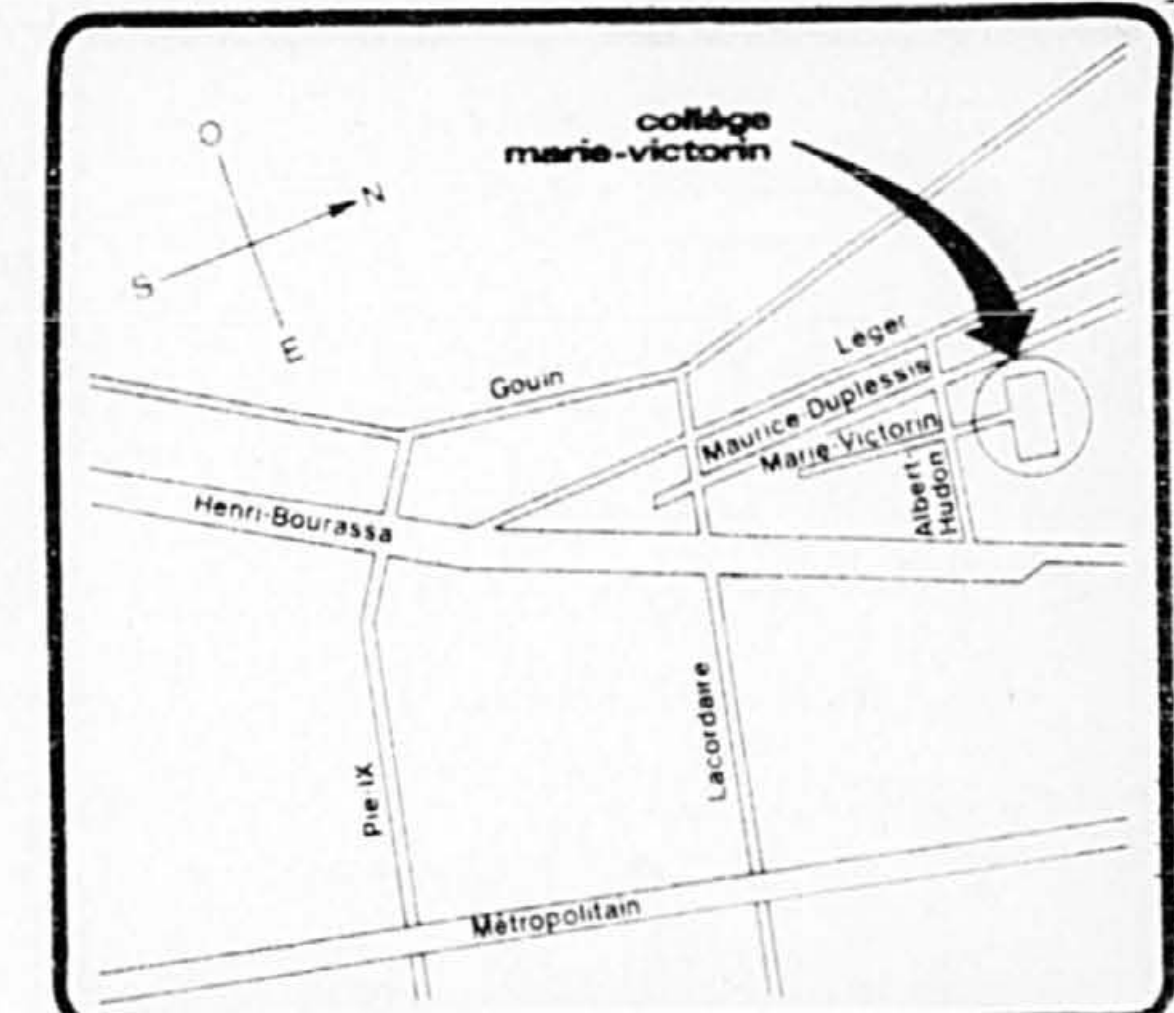
Note: La rencontre du 18 mars débutera exceptionnellement à 19 h 15.

Chacune des trois soirées-rencontres se déroulera selon le même plan:

- une conférence principale (qui peut être complétée par quelques mini-conférences)
- un film de la série «Atomes et Galaxies»
- des stands de librairies spécialisées et d'organismes reliés de près ou de loin à la parapsychologie
- visite d'une exposition de peintures médiumniques
- café-brioches (gracieuseté de La Presse)

Pour se rendre au Collège Marie-Victorin

Le Collège Marie-Victorin est situé au 7000, rue Marie-Victorin à Montréal (à la limite de Montréal-Nord).



Accessible par les autobus 69 et 43 de la CTCUM

Le stationnement et le vestiaire sont gratuits.

En cas de tempête de neige, l'annulation de la soirée-rencontre sera annoncée dès 18 h aux postes de radio CKAC, CBF et CFGL. La soirée sera automatiquement reportée au mercredi suivant.

Renseignements: 325-0150, poste 274
Service de recherche et de développement pédagogiques

Les frais d'inscription sont de 15,00\$ par personne pour les trois soirées-rencontres.

Chaque inscrit recevra une attestation, un tiré à part gratuit des 14 leçons et une bibliographie.

A ne pas manquer...

La Vente sans nom

les 9-10-11 février

chez

VILLE-MARIE

4500 rue Hochelaga, Montréal (à l'ouest de l'avenue) 253-1414

VOS DÉCLARATIONS D'IMPÔT, ON EST PRÊT À LES DÉFENDRE!

Si votre déclaration d'impôt préparée par H&R Block fait l'objet de contestations, nous nous engageons à vous représenter auprès du bureau de l'impôt et cela, sans frais, peu importe le temps de l'année.

Nous sommes familiers avec toutes les lois de l'impôt. Nous vérifions deux fois votre déclaration avant que vous ne la signiez.

Voyez-vous, chez H&R Block, nous jugeons important de vous servir jusqu'au bout!

Pour être vraiment sûr!

LES SPÉCIALISTES DE L'IMPÔT.

H&R BLOCK

Tarifs spéciaux pour les déclarations comportant seulement la déduction - Crédit d'impôt pour enfants -

LACHINE 637-2511 1395, rue Notre-Dame Les Galeries Lachine	1021 ouest, Ste-Catherine 4202, rue Saint-Denis 5235 est, rue Bélanger 3430 est, rue Bélanger
NORD 747-1151 919, boul. Décarie 103878 ouest, boul. Gouin Roxboro 7642, rue Saint-Hubert 6270, Côte-des-Neiges Mail Les Galeries d'Anjou Centre d'achats West Island 1380 est, rue Fleury 10581, boul. Saint-Laurent Centre d'achats Forest	RIVE-SUD 679-1116 2177, chemin Chambly Centre d'achats Laurier 958, av. Sainte-Hélène Les Galeries Cousineau Place Portobello Centre d'achats La Seigneurie Boucherville
CENTRE-EST 722-3511 6424, rue Papineau 8854, rue Hochelaga 5468, av. du Parc Carrefour de La Pointe, P.A.T. 2734, rue Masson 5716 est, rue Sherbrooke 4656, rue Papineau 2307 est, rue Ontario Place Bonaventure Galeries Dupuis	QUEST 483-1310 6151 o., rue Sherbrooke 5208, boul. Décarie 1858, av. de l'Église 6634 o., rue Sherbrooke 3634, av. Wellington 5659, av. Verdun 3544 à., rue Notre-Dame 406, rue Lafleur 1267, av. Greene Centre d'achats Beaconsfield
LAVAL 663-9450 237, boul. des Laurentides 400, boul. Labelle Centre d'achats Duvernay Terrasse Fabreville	

9h à 21h SUR SEMAINE 9h à 17h LE SAMEDI
RENDEZ-VOUS DISPONIBLE

Aussi à ces endroits aux heures des magasins

Sears | La Saie

3onl mart | EATON

AUTRES BUREAUX

Beauharnois	Beloeil	Chambly	Châteauguay
Dorion	Howesbury	Iberville	Île Perrot
Laprairie	Sorel	Napierville	Repentigny
Rosemere	Saint-Eustache	Saint-Hyacinthe	Saint-Jean
Saint-Jérôme	Terrebonne	Valleyfield	Joliette

Bulletin d'inscription

Collège Marie-Victorin
Service de recherche et de développement pédagogiques
7 000, rue Marie-Victorin
Montréal, Québec H1G 2J6

À retourner avant le 11 février 1981 avec votre chèque ou mandat-poste à l'ordre du Collège Marie-Victorin.
N.B. Les dames s'inscrivent sous leur nom de jeune fille. — Les frais d'inscription ne sont pas remboursables.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____ rue _____ app. _____ ville _____ code postal _____

Téléphone à domicile _____ au lieu de travail _____

Groupe d'âge: moins de 20 ans 20 à 30 ans 30 à 40 ans 40 ans et plus Occupation _____

faut pas se faire avoir

Dans la construction, c'est d'abord à nos ouvriers qu'on fait appel en premier. Cependant, les choses risquent de changer avec le rapatriement unilatéral. Ottawa doit revenir à la table pour négocier... et s'entendre avec le Québec.

A ne pas manquer...
La Vente sans nom
 les 9-10-11 février
 chez
VILLE-MARIE
 à deux pas du stade Olympique 253-1414
 4500 rue Hochelaga, Montréal

SUBARU
 VENTE / LOCATION À LONG TERME

 DL FWD Hardtop

Coiteux Autos Ltée
 5235, avenue Papineau, Montréal
 Tél.: 526-3363

BAINS DE VAPEUR À TORONTO Centaines d'hommes arrêtés par 200 agents de police

■ TORONTO (PC) — Plus de 200 agents de police du Toronto métropolitain ont effectué jeudi des descentes dans quatre établissements de bains sauna et ont accusé plusieurs centaines d'hommes d'avoir été trouvés dans une maison de désordre.

Les agents, dont plusieurs étaient armés de marteaux et de bars de fer levier, ont défoncé des cabines verrouillées que les clients peuvent louer la nuit, et ont dirigé les hommes, dont plusieurs n'étaient vêtus que d'une serviette, dans le hall.

Des homosexuels furieux qui étaient à l'extérieur ont crié «fascistes» ou «nazis» et ont fait le salut nazi.

La police a dit que les descentes au Richmond Street Health Emporium, The Club, The Barracks et The Roman Sauna Baths, faisaient suite à six mois d'enquêtes secrètes sur «la prostitution et des actes indécentes».

Edward Johnson, de Pink Triangle Press, acquitté l'an dernier avec deux autres hommes d'avoir utilisé la poste à des fins indécentes, immorales et viles, a qualifié les descentes de «pires cas de harcèlement policier que j'aie jamais vus».

«Il s'agit de clubs privés, dit-il,

et ce que les gens y font ne regarde qu'eux-mêmes.»

Exemple de tyrannie

Plusieurs hommes ont attribué les descentes à un documentaire de 90 minutes, de Radio-Canada, le mois dernier, sur les homosexuels.

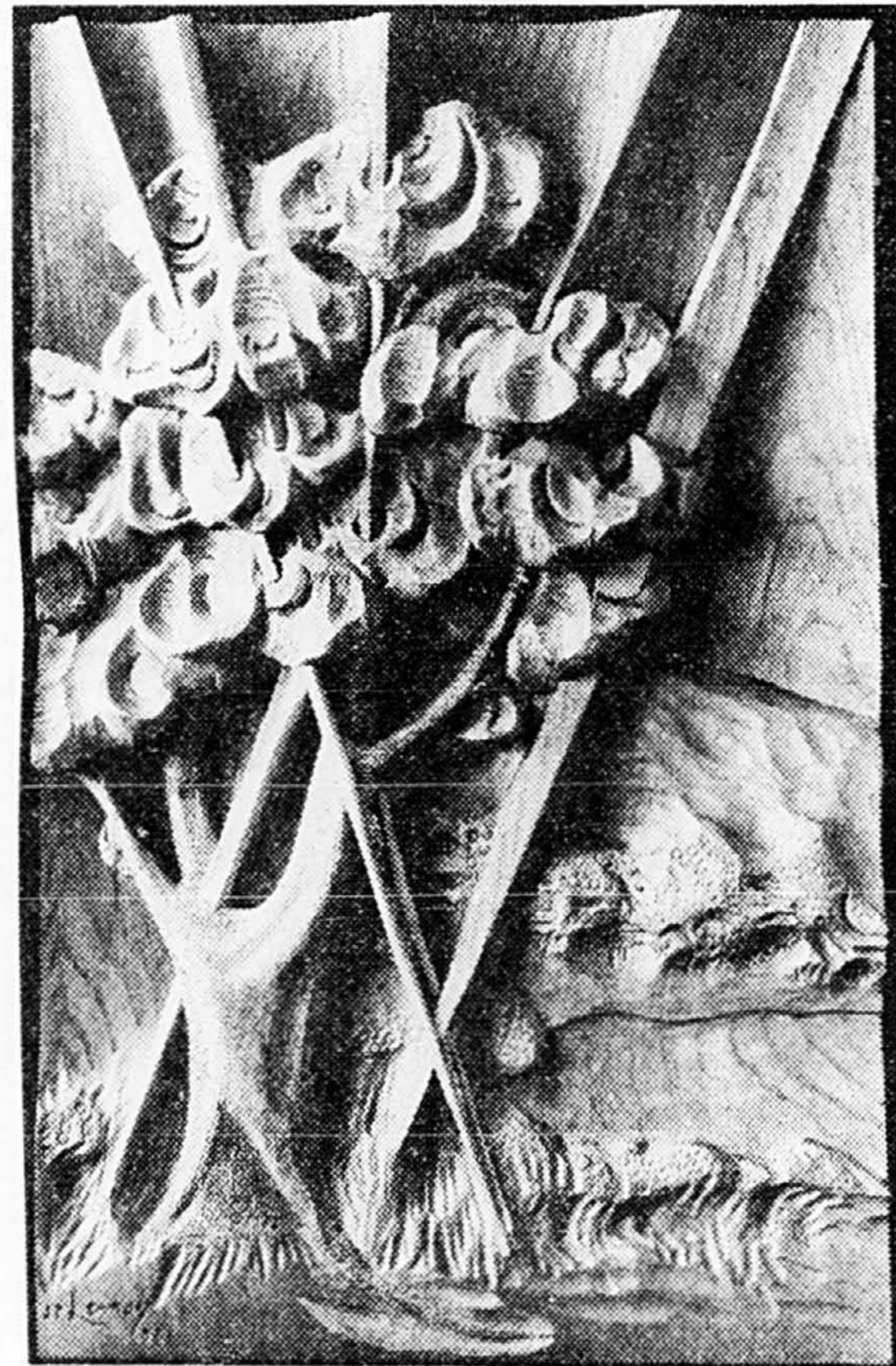
M. Douglas Chamier, professeur à l'Université de Toronto, qui s'est tenu à l'extérieur des «Barracks» pour prévenir d'autres hommes de ne pas entrer, a dit que «pareille mise en application sélective de la loi est un exemple de tyrannie».

«La police ruine des vies; cela n'a pas de sens.»

M. Michael Lawrence a déclaré qu'il dormait quand des agents en civil ont frappé à la porte de sa cabine du «Club». Il contestera l'accusation en soutenant que la police n'a pas produit de mandat et n'a pas le droit de pénétrer dans des chambres privées.

Il a demandé pourquoi la police ne chassait pas plutôt les vrais criminels.

La police a déclaré hier qu'elle avait des mandats pour «chaque pouce carré» des lieux des descentes.



Oeuvre de Jean-Paul Lemay

Dans ces moments difficiles que constitue la perte d'un être cher, vous pouvez compter sur l'assistance de la Maison Urgel Bourgie. Au cours des 78 dernières années, celle-ci s'est bâtie une solide réputation de compétence, de dignité et de sobriété.

Vous pouvez communiquer avec la Maison Urgel Bourgie en tout temps. Nous offrons des services complets, adaptés à vos besoins et nous nous occupons de toutes les formalités. Nous avons près de 60 résidences aménagées avec soin à Montréal, Laval et sur la Rive-Sud.

Vous aimeriez peut-être discuter de préarrangements? C'est une pratique que nous connaissons depuis plusieurs générations. Nos conseillers sont à votre entière disposition pour vous en parler.

La Maison Urgel Bourgie est affiliée avec les cimetières de l'Est et Notre-Dame des Neiges, deux institutions qui comptent parmi les plus anciennes et les plus vénérables de notre société. Cette affiliation assure la plus grande sécurité en ce qui a trait à la garde des cendres ou des dépouilles et des registres; elle nous permet en outre d'offrir les services de crémation et de columbarium.

À la Maison Urgel Bourgie, nous sommes conscients qu'il s'agit du choix le plus personnel qui soit et nous le respectons.

 **URGEL BOURGIE LIMITÉE**
 55 résidences funéraires
 932-2225

• La Société coopérative de frais funéraires
 • Boudrias et Cormier Enr.
 Raoul Bourgie Inc. • J.M.D. Cyr Enr. • J.R. Deslauriers Ltée •

Super solde de timbres canadiens

la Baie

*15% à 35% de rabais sur les prix du catalogue

Séries annuelles

Pendant deux semaines seulement (du 9 au 21 février), vous aurez l'occasion rêvée de «démarrer» ou d'enrichir votre collection de timbres. Chaque série annuelle comprend un exemplaire neuf de chacun des timbres émis cette même année. Venez vite car les quantités sont limitées.

Année	Qté de timbres	Prix	Année	Qté de timbres	Prix
1947-48	(4)	.75	1968	(12)	5.25
1949	(7)	2.20	1969	(15)	12.95
1950	(7)	24.75	1970	(27)	19.00
1951	(9)	125.00	1971	(18)	5.65
1952	(5)	2.60	1972	(16)	12.25
1953	(11)	37.50	1973	(22)	5.15
1954	(11)	3.25	1974	(31)	7.75
1955	(8)	2.95	1975	(29)	20.00
1956	(6)	4.75	1976	(27)	18.00
1957	(10)	5.75	1974-76 Avec surtaxe	(12)	4.90
1958	(8)	2.95	1977	(21)	4.60
1959	(6)	2.20	1978	(29)	11.50
1960-61	(7)	2.05	1979	(41)	13.50
1962	(10)	2.05			
1963	(5)	38.50			
1964	(10)	2.60			
1965	(8)	1.40			
1966	(8)	1.65			

Timbres ordinaires et thématiques

 1964-66 Fleurs 13 timbres — 2.50	 1973-76 Caricatures 9 timbres — .65	 1977-78 Ordinaires Arbres et scènes de rue 18 timbres — 5.05
 1972-76 Indiens Série complète 20 timbres — 4.15	 1972-76 Ordinaires 8 timbres — 12.25	

*Lyman's Standard Catalogue of Canada-BNA Postage Stamps, hiver 1981

TIMBRES CANADIENS
 Blocs de coin avec inscription marginale
 20% de rabais sur les prix du catalogue
 pour tous les timbres de 1947 à ce jour

CATALOGUE À PRIX SPÉCIAL
 Lyman's Standard Catalogue of
 Canada-BNA Postage Stamps, hiver 1981
 Prix ord. 3.50 Prix spécial 1.75

Rabais additionnel de 5%
 Ensemble complet de séries
 annuelles de 1947 à 1979
\$349.00

"FIRST DAY COVERS" — Canada
 25 différents (timbres uniques seulement) \$19.50
 50 différents (blocs de coin avec inscription marginale compris) \$37.50
 100 différents (blocs de coin avec inscription marginale compris) \$65.00
 Toutes les enveloppes "First Day Covers" portent le cachet officiel et ne sont pas adressées.

Charlton, la plus importante compagnie de numismatique et de philatélie du Canada, est heureuse de vous faire part de sa récente association avec la Baie, le grand magasin le plus ancien du Canada. Les numismates et philatélistes débutants et professionnels pourront se prévaloir de nos services au magasin du centre-ville, téléphone: 281-4810.

Charlton à la Baie